

Bourse Direct

Exercice clos le 31 décembre 2021

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

FIDORG AUDIT

62, rue de la Chaussée d'Antin
75009 Paris
S.A.S. au capital de € 124 000
339 713 869 R.C.S. Caen

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Normandie

ERNST & YOUNG Audit

Tour First
TSA 14444
92037 Paris-La Défense cedex
S.A.S. à capital variable
344 366 315 R.C.S. Nanterre

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles et du Centre

Bourse Direct

Exercice clos le 31 décembre 2021

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

A l'Assemblée Générale de la société Bourse Direct,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société Bourse Direct relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Nous précisons que ces comptes consolidés ont été préparés pour la première fois conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne. Ils comprennent à titre comparatif les données relatives à l'exercice 2020 retraitées selon les mêmes règles.

Votre société n'étant pas tenue précédemment de publier des comptes consolidés, les comptes consolidés de l'exercice précédent n'ont pas fait l'objet d'une certification.

Fondement de l'opinion

■ Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

■ Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

■ Evaluation des écarts d'acquisition

Risque identifié	Notre réponse
Les écarts d'acquisition bruts au 31 décembre 2021 s'élèvent à M€ 21.	Nous avons apprécié la méthodologie des tests de dépréciation effectués au regard des normes comptables.
Votre groupe teste les écarts d'acquisition pour identifier d'éventuelles pertes de valeur semestriellement. La valeur d'utilité des écarts d'acquisition est appréciée par référence à des flux de trésorerie futurs actualisés sur l'unité génératrice de trésorerie auxquelles les écarts d'acquisition sont affectés. L'écart d'acquisition résultant des transactions réalisées en 2021 n'a pas fait l'objet de ce test compte tenu des dates d'acquisition. La méthodologie et les hypothèses utilisées pour réaliser ces tests sont décrites en note 15.	Nous avons notamment réalisé les procédures suivantes :
Nous avons considéré ce sujet comme un point clé de l'audit dans la mesure où l'évaluation des écarts d'acquisition implique des jugements complexes de la direction sur les différentes hypothèses utilisées pour l'actualisation des flux de trésorerie futurs.	<ul style="list-style-type: none">• comparer les budgets et les hypothèses de croissance des périodes passées avec les résultats réels afin d'apprécier le processus d'estimation réalisée de la direction ;• analyser la projection des flux de trésorerie utilisée par la direction pour la réalisation des tests de dépréciation des écarts d'acquisition et apprécier la cohérence des hypothèses sous-jacentes, d'une part au regard des prévisions des flux de trésorerie et d'exploitation des activités établies sous le contrôle de la direction et présentés au conseil de surveillance et, d'autre part, au regard de l'environnement économique aux dates de clôture et d'établissement des comptes ;• analyser la méthode de calcul utilisée et vérifier les calculs arithmétiques ;• apprécier le calcul de l'écart d'acquisition qui résulte de la transaction réalisée en 2021 et de l'allocation provisoire du prix d'acquisition.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations données dans le rapport sur la gestion du directoire.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

■ Format de présentation des comptes consolidés destinés à être inclus dans le rapport financier annuel

Nous avons également procédé, conformément à la norme d'exercice professionnel sur les diligences du commissaire aux comptes relatives aux comptes annuels et consolidés présentés selon le format d'information électronique unique européen, à la vérification du respect de ce format défini par le règlement européen délégué n° 2019/815 du 17 décembre 2018 dans la présentation des comptes consolidés destinés à être inclus dans le rapport financier annuel mentionné au I de l'article L. 451-1-2 du code monétaire et financier, établis sous la responsabilité du directoire. S'agissant de comptes consolidés, nos diligences comprennent la vérification de la conformité du balisage de ces comptes au format défini par le règlement précité.

Nous sommes dans l'impossibilité de conclure sur le respect, dans la présentation des comptes consolidés destinés à être inclus dans le rapport financier annuel, du format d'information électronique unique européen. En effet, nous n'avons pas pu mettre en œuvre les procédures nécessaires pour vérifier ce respect pour les raisons suivantes : la version XHTML des comptes consolidés ne nous a pas été communiquée.

■ Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Bourse Direct par votre assemblée générale du 12 février 2009 pour le cabinet FIDORG AUDIT et du 2 novembre 1999 pour le cabinet ERNST & YOUNG Audit.

Au 31 décembre 2021, le cabinet FIDORG AUDIT était dans la treizième année de sa mission sans interruption et le cabinet ERNST & YOUNG Audit dans la vingt-troisième année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le directoire.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

■ Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- ▶ il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ▶ il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la

capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- ▶ il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- ▶ concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

■ Rapport au comité d'audit

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537/2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 822-10 à L. 822-14 du Code de commerce et dans le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Paris et Paris-La Défense, le 21 avril 2022

Les Commissaires aux Comptes

FIDORG AUDIT

ERNST & YOUNG Audit

Manuel Le Roux

Bernard Heller



BOURSE DIRECT

**COMPTES CONSOLIDES
AU 31 DECEMBRE 2021**

BOURSE DIRECT

Situation financière

ACTIF

(En milliers d'euros)	Note	31.12.2021	31.12.2020	01.01.2020
ACTIF				
Caisse, banques centrales, C.C.P.		0	0	0
Actifs financiers à la juste valeur par le résultat	5	5 108	5	5
Actifs financiers à la juste valeur par les capitaux propres		0	0	0
Titres au coût amorti		0	0	0
Comptes de négociation et de règlement	6	15 215	14 327	23 058
Autres actifs financiers	7	107 377	115 037	145 736
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés, au coût amorti	8	1 088 863	1 004 688	801 638
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	9	35 159	13 159	15 114
Actifs d'impôts courants		272	0	303
Actifs d'impôts différés		575	443	376
Comptes de régularisation et actifs divers	10	66 962	15 155	22 721
Participations dans les sociétés associées et coentreprises	12	631	558	642
Immobilisations corporelles	13	2 108	1 928	1 829
Actifs liés au droit d'utilisation	16	5 167	1 282	2 244
Immobilisations incorporelles	14	5 674	5 236	5 116
Ecarts d'acquisition	15	21 053	13 572	13 572
TOTAL ACTIF		1 354 164	1 185 390	1 032 354

BOURSE DIRECT

PASSIF

(En milliers d'euros)		31.12.2021	31.12.2020	01.01.2020
PASSIF				
Passifs financiers à la juste valeur par le résultat		0	0	0
Dettes représentées par un titre	7	8 005	5 391	6 790
Comptes de négociation et de règlement	6	14 139	26 885	26 073
Dettes envers les établissements de crédit	8	98 363	101 213	130 675
Dettes envers la clientèle	9	1 125 512	948 296	774 655
Dettes locatives	16	5 169	1 287	2 248
Passifs d'impôts courants		153	2 381	0
Passifs d'impôts différés		0	0	0
Comptes de régularisation et passifs divers	11	33 050	33 972	29 578
Provisions	17	2 801	2 419	1 540
TOTAL Passifs		1 287 192	1 121 844	971 559
CAPITAUX PROPRES				
	18	66 249	63 546	60 795
Capital souscrit		13 877	14 064	13 939
Primes d'émission		22 117	23 002	23 127
Actions propres		-3 717	-3 222	-1 074
Ecarts de conversion		8	15	7
Réserves consolidées		33 964	29 687	24 796
Total Capitaux Propres - Part du groupe		66 249	63 546	60 795
Participations ne donnant pas le contrôle		723	0	0
TOTAL CAPITAUX PROPRES		66 972	63 546	60 795
TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIF		1 354 164	1 185 390	1 032 354

BOURSE DIRECT
COMPTE DE RESULTAT

<i>(En Milliers d'Euros)</i>	<i>Note</i>	2021	2020
Intérêts et produits assimilés		3 560	3 993
Intérêts et charges assimilées		-95	-81
Commissions (produits)		40 439	39 954
Commissions (charges)		-6 499	-6 081
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat		-6	6
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres		0	0
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur au coût amorti		0	0
Autres produits d'exploitation bancaire	20	2 434	1 096
Autres charges d'exploitation bancaire		0	0
PRODUIT NET BANCAIRE	19	39 853	38 887
Charges générales d'exploitation	21	-27 240	-26 374
Amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles		-2 591	-2 643
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION		10 022	9 870
Coût du risque	22	-32	-40
RESULTAT D'EXPLOITATION		9 990	9 830
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence		-89	-93
Gains ou pertes sur actifs immobilisés		0	-40
RESULTAT COURANT AVANT IMPÔTS		9 901	9 697
Impôts sur les bénéfices	23	-2 737	-3 510
RESULTAT NET		7 164	6 187
<u>Participations ne donnant pas le contrôle</u>		0	0
Résultat net Part du groupe		7 164	6 187
Résultat par action en Euros			
<i>Résultat de base par action</i>	24	0,13	0,11
<i>Résultat dilué par action</i>	24	0,13	0,11

BOURSE DIRECT**ETAT DU RESULTAT GLOBAL**

en milliers d'euros	2 021	2 020
Résultat de la période comptabilisé au compte de résultat	7 164	6 187
Autres éléments du résultat global qui ne peuvent être reclassés ultérieurement au compte de résultat		
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global		
Ecarts actuariels des régimes à prestations définies	-307	-132
Total des autres éléments du résultat global qui ne peuvent être reclassés ultérieurement au compte de résultat	-307	-132
Autres éléments du résultat global qui peuvent être reclassés ultérieurement au compte de résultat		
Ajustement à la juste valeur des couvertures de flux de trésorerie		
- constatés dans la réserve de couverture		
- transférés au compte de résultat		
Ajustement à la juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente		
- constatés dans la réserve de réévaluation		
- transférés au compte de résultat		
Ecarts de conversion	-7	8
Transfert de l'écart de conversion au compte de résultat		
Ecarts de réévaluation		
Autres éléments du résultat global des sociétés associées		
Total des autres éléments du résultat global qui peuvent être reclassés ultérieurement au compte de résultat	-7	8
Autres éléments du résultat global, nets d'impôts	-314	-124
Résultat global	6 850	6 063
Part du Groupe	6 850	6 063
Intérêts minoritaires	0	0

BOURSE DIRECT

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

en milliers d'euros excepté le nombre d'actions	Note	Nombre d'actions	Capital social	Prime d'émission	Actions propres	Ecart de conversion	Réserves consolidées	Total part du Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Total capitaux propres
Capitaux propres au 1er Janvier 2020		55 757 188	13 939	23 127	-1 074	7	24 796	60 795	0	60 795
Résultat net de la période							6 187	6 187		6 187
Autres éléments du résultat global						8	-132	-124		-124
Résultat global de la période		0	0	0	0	8	6 055	6 063	0	6 063
Augmentation de capital		500 000	125	-125				0		0
Dividendes versés							-1 089	-1 089		-1 089
Variation d'actions propres					-2 148			-2 148		-2 148
Incidence des variations de périmètre								0		0
Composante capitaux propres des plans dont le paiement est fondé sur des actions								0		0
Autres variations							-75	-75		-75
Capitaux propres au 31 Décembre 2020		56 257 188	14 064	23 002	-3 222	15	29 687	63 546	0	63 546

en milliers d'euros excepté le nombre d'actions	Note	Nombre d'actions	Capital social	Prime d'émission	Actions propres	Ecart de conversion	Réserves consolidées	Total part du Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Total capitaux propres
Capitaux propres au 1er Janvier 2021		56 257 188	14 064	23 002	-3 222	15	29 687	63 546	0	63 546
Résultat net de la période							7 164	7 164		7 164
Autres éléments du résultat global						-7	-307	-314		-314
Résultat global de la période		0	0	0	0	-7	6 857	6 850	0	6 850
Augmentation de capital	18	250 000	62	-62				0		0
Dividendes versés	18						-2 688	-2 688		-2 688
Variation d'actions propres	18	-1 000 800	-249	-823	-495			-1 567		-1 567
Incidence des variations de périmètre								0	723	723
Composante capitaux propres des plans dont le paiement est fondé sur des actions								0		0
Autres variations							108	108		108
Capitaux propres au 31 Décembre 2021		55 506 388	13 877	22 117	-3 717	8	33 964	66 249	723	66 972

BOURSE DIRECT

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

(En euros)	31.12.2021	31.12.2020
Résultat avant impôt de l'ensemble consolidé	9 901	9 697
Dotations nettes aux amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles	2 591	2 643
Dotations nettes aux provisions et dépréciations	-248	-839
Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	89	93
Variation des impôts différés	0	0
Résultat net sur instruments financiers à la juste valeur par le résultat	6	-6
Autres mouvements	0	0
= Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôt	2 438	1 891
Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit	-104 252	-222 714
Flux liés aux opérations avec la clientèle	155 216	175 596
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	-8 463	40 243
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	-52 650	14 712
Impôts versés	-2 728	-3 512
= Diminution / (Augmentation) nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles	-12 877	4 326
<u>TOTAL DES FLUX NETS DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE OPERATIONNELLE (A)</u>	<u>-538</u>	<u>15 913</u>
Flux liés aux acquisitions et cessions d'actifs financiers et participations	-5 589	0
Flux liés aux acquisitions et cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	-1 955	-1 901
<u>TOTAL DES FLUX NETS DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT(B)</u>	<u>-7 544</u>	<u>-1 901</u>
Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	-2 688	-1 089
Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement	-496	-2 164
Autres flux nets de trésorerie provenant des dettes locatives	-961	-961
<u>TOTAL DES FLUX NETS DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT(C)</u>	<u>-4 145</u>	<u>-4 214</u>
Effet des variations des taux de change (D)	0	0
<u>Augmentation/diminution nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (A+B+C+D)</u>	<u>-12 227</u>	<u>9 798</u>
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	51 267	41 469
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	39 040	51 267
<u>VARIATION NETTE DE TRESORERIE</u>	<u>-12 227</u>	<u>9 798</u>

BOURSE DIRECT S.A.

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES POUR L'EXERCICE CLOS **LE 31 DECEMBRE 2021**

Informations générales

Bourse Direct est une société française anonyme, domiciliée à Paris au 374 rue Santin Honoré - 75001 Paris, Acteur incontournable de la bourse en ligne en France.

L'action Bourse Direct (codes : FR0000074254, BSD, Code RIC : BDRP.LN) est cotée depuis le 10 novembre 1999 au Nouveau Marché d'Euronext Paris et depuis février 2005 au compartiment C d'Euronext Paris et est éligible au PEA/PME.

Bourse Direct est détenue à hauteur de 77,19 % par E-Viel, elle-même détenue à 100 % par VIEL & Cie.

Le Directoire a arrêté les comptes consolidés du groupe Bourse Direct au 31 décembre 2021 par décision du 20 avril 2022.

En décembre 2021, Bourse a acquis une participation majoritaire de 80%* pour un montant de 9 m€ dans la société Exoé exerçant en tant que table de négociation dédiée aux professionnels. A la suite de cette acquisition, la Société est tenue d'établir des comptes consolidés au 31/12/2021.

(* Après prise en compte de l'annulation des titres autodétenus)

1. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

Référentiel comptable et Déclaration de conformité

Bourse Direct n'avait pas, avant la préparation de ces premiers comptes consolidés préparés selon le référentiel IFRS, établi de comptes consolidés selon un autre référentiel. Bourse Direct prépare des comptes annuels selon le référentiel comptable applicable en France. Ces premiers comptes consolidés préparés selon le référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union Européenne ont été établis en application de la norme IFRS 1 « Première adoption des normes internationales d'information financière » en retenant le 1er janvier 2020 comme date de transition (Cf Note 3 pour les informations requises au titre de la transition IFRS)

Les comptes consolidés de Bourse Direct sont établis en milliers d'euros sauf explicitement mentionné, l'euro étant la devise fonctionnelle et la devise de présentation.

Les règles et méthodes comptables appliquées dans les états financiers consolidés sont identiques sur l'ensemble des exercices considérés. Le référentiel IFRS en vigueur au 31 décembre 2021 a donc été appliqué dès l'établissement du bilan d'ouverture au 1er janvier 2020, et ce pour tous les exercices présentés.

Principales estimations et hypothèses comptables

Lors de l'établissement des comptes consolidés, la Direction procède à des estimations lors de l'application des conventions comptables.

En raison des incertitudes inhérentes aux activités du Groupe, certains éléments des comptes consolidés ne peuvent pas être évalués avec précision, et ne peuvent faire l'objet que d'une estimation. Ces estimations impliquent des jugements fondés sur les dernières informations fiables disponibles.

Les hypothèses clefs relatives à l'avenir et les autres sources principales d'incertitude relatives aux estimations à la date de clôture, qui présentent un risque important d'entraîner un ajustement significatif des montants des actifs et des passifs au cours de la période sont les suivantes :

Perte de valeur des écarts d'acquisition :

Le Groupe effectue des tests de dépréciation de ses écarts d'acquisition à chaque date de bilan. La valeur d'utilité des écarts d'acquisition est appréciée par référence à des flux de trésorerie futurs actualisés sur l'unité génératrice

de trésorerie auxquelles les écarts d'acquisition sont affectés. Les projections de flux de trésorerie futurs sont basées sur des estimations faites par la Direction qui estime également le taux d'actualisation à retenir dans le calcul de leur valeur actualisée. Des informations complémentaires sont données en note 15.

Engagements envers le personnel

Les obligations du Groupe liées aux régimes à prestations définies sont évaluées chaque année sur la base d'évaluations actuarielles. Ce type d'évaluation implique l'utilisation d'hypothèses actuarielles, notamment les taux d'actualisation, les rendements attendus des actifs des régimes, les augmentations futures des salaires et des retraites ainsi que les taux de mortalité. En raison de leur perspective long terme, ces estimations sont sujettes à incertitudes. Des informations complémentaires sont données en note 17.

Provisions pour litiges

Des provisions sont constatées pour les litiges en cours lorsque l'issue probable d'une action en justice ou de tout autre litige impliquant le Groupe peut être estimée de manière fiable. L'échéance des sorties de trésorerie relative à ces provisions est incertaine car elle dépend de l'issue des procédures en question. Celles-ci ne sont par conséquent pas actualisées car leur valeur actuelle ne représenterait pas une information fiable. Des informations complémentaires sont données en note 16.

Principales méthodes comptables

Périmètre de consolidation

Les filiales dans lesquelles Bourse Direct exerce directement ou indirectement un contrôle exclusif, en droit ou en fait, sont consolidées par intégration globale.

Exoe est consolidé par intégration globale à compter du 31 décembre 2021. Aucune société n'est consolidée par intégration globale préalablement à cette date.

Les entités dans lesquelles Bourse Direct exerce une influence notable sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. La participation Easdaq N.V est comptabilisée par mise en équivalence sur les exercices 2021 et 2020.

La liste des sociétés consolidées, ainsi que le pourcentage de contrôle, le pourcentage d'intérêt et méthode de consolidation retenue pour chacune de ces sociétés, figurent en note 27.

Filiales

La méthode d'intégration globale est appliquée à toutes les sociétés dans lesquelles Bourse Direct détient, directement ou indirectement, le pouvoir sur la société via la détention de droits de vote ou d'autres droits, est exposé à des rendements variables résultants de sa participation dans la société ou détient des droits sur ces rendements, et si Bourse Direct peut utiliser son pouvoir sur la société pour influencer sur les rendements. Les états financiers des filiales sont intégrés aux comptes consolidés à partir de la date de prise de contrôle jusqu'à la date où le contrôle cesse. La part des actionnaires minoritaires à l'actif net des filiales consolidées et au résultat global de l'exercice est présentée distinctement au bilan et au compte de résultat global consolidé même si cela se traduit par un solde déficitaire pour les intérêts minoritaires.

Coentreprises

Une coentreprise est un partenariat qui confère au Groupe des droits sur l'actif net de la société dans laquelle le Groupe exerce un contrôle conjoint avec d'autres actionnaires. Le Groupe comptabilise ses intérêts dans les coentreprises selon la méthode de la mise en équivalence. Les écarts d'acquisition déterminés sur les coentreprises sont inclus dans la valeur comptable de l'investissement.

Sociétés associées

Les sociétés associées sur lesquelles Bourse Direct exerce une influence notable sur les politiques financières et opérationnelles, mais sans toutefois en avoir le contrôle, sont intégrées selon la méthode de la mise en équivalence. Une influence notable est notamment présumée lorsque Bourse Direct détient, directement ou indirectement, plus de 20 % des droits de vote de ces sociétés. Les comptes consolidés incluent la quote-part du Groupe dans l'actif

net et le résultat des sociétés associées. Les écarts d'acquisition déterminés sur les sociétés associées sont inclus dans la valeur comptable de l'investissement.

Regroupements d'entreprises

L'acquisition d'entreprises est comptabilisée selon la méthode de l'acquisition. Le coût d'acquisition est mesuré en additionnant les justes valeurs, à la date d'échange, des actifs remis, des passifs encourus ou assumés et des instruments de capitaux propres émis par le Groupe en échange du contrôle de l'entreprise acquise. Les frais d'acquisition engagés au titre de regroupement d'entreprise sont comptabilisés en charges.

Les actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entreprise acquise, qui satisfont aux conditions de comptabilisation, sont comptabilisés à leur juste valeur à la date d'acquisition. L'écart d'acquisition est comptabilisé en tant qu'actif et évalué initialement à son coût, celui-ci étant l'excédent du coût d'acquisition sur la part d'intérêt du Groupe dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables ainsi constatée. Si, après réévaluation, la part d'intérêt du Groupe dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables excède le coût d'acquisition, l'excédent est comptabilisé immédiatement en résultat. Après la comptabilisation initiale, les écarts d'acquisition positifs sont évalués au coût d'acquisition diminué du cumul des pertes de valeur.

Les écarts d'acquisition sur les filiales sont présentés au bilan dans les immobilisations incorporelles en note 6 et sont déterminées par référence à la valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie (UGT) ou du groupe d'UGT auxquels ils sont rattachés conformément à la norme IAS 36. Au regard de l'organisation du Groupe Bourse Direct, une UGT unique a été identifiée.

Un test de dépréciation est effectué à chaque arrêté semestriel sur la base des flux futurs de trésorerie actualisés.

Les participations ne donnant pas le contrôle dans l'entreprise acquise sont évaluées initialement en fonction de leur quote-part de la juste valeur des actifs nets acquis.

Elimination des opérations réciproques

Lors de l'établissement des comptes consolidés, les soldes et transactions significatifs intragroupes ainsi que les gains et pertes non réalisés résultant de transactions intragroupes sont éliminés. Les gains et pertes non réalisés résultant de transactions avec des sociétés associées et des sociétés contrôlées conjointement sont éliminés à hauteur de la participation du Groupe dans ces entités.

Traitement des devises étrangères

Au sein du Groupe, dont l'euro est la monnaie de présentation des comptes, les transactions en devises étrangères sont converties dans la monnaie fonctionnelle de chaque entité, aux cours de change en vigueur au moment de la transaction. Les actifs et les passifs monétaires libellés en devises étrangères à la fin de la période sont convertis aux cours de change en vigueur à cette date. Les différences de change résultant de ces opérations sont constatées au compte de résultat. Les actifs et les passifs non monétaires libellés en devises étrangères et constatés à leur coût historique sont convertis aux cours de change en vigueur au moment de la transaction. Les actifs et les passifs non monétaires libellés en devises étrangères et constatés à leur juste valeur sont convertis aux cours de change en vigueur au moment où la juste valeur est déterminée.

Actifs financiers

En cas d'achat ou de vente ordinaire d'actifs financiers, la date de transaction est retenue pour la comptabilisation initiale et la dé-comptabilisation subséquente.

Les créances sont initialement évaluées à leur prix de transaction. Les autres actifs financiers sont initialement évalués à leur juste valeur, augmentée, dans le cas d'un actif financier non évalué à la juste valeur par le biais du résultat net, des coûts de transaction directement attribuables à l'acquisition de cet actif financier.

Tous les actifs financiers comptabilisés sont ultérieurement évalués soit au coût amorti, soit à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, soit à la juste valeur par le biais du résultat net, en fonction à la fois :

- du modèle économique que suit l'entité pour la gestion des actifs financiers ;
- des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels de l'actif financier.

Un actif financier est évalué au coût amorti si la détention de l'actif financier s'inscrit dans un modèle économique dont l'objectif est de détenir des actifs financiers afin d'en percevoir les flux de trésorerie contractuels et que les conditions contractuelles de l'actif financier donnent lieu, à des dates spécifiées, à des flux de trésorerie qui correspondent uniquement à des remboursements de principal et à des versements d'intérêts sur le principal restant dû.

Le coût amorti d'un actif financier est la valeur qui lui est attribuée lors de sa comptabilisation initiale, diminuée des remboursements en principal, majorée ou diminuée de l'amortissement cumulé, calculé par la méthode du taux d'intérêt effectif, de toute différence entre cette valeur initiale et la valeur à l'échéance et ajustée au titre de la correction de valeur pour pertes, le cas échéant.

Le taux d'intérêt effectif est le taux qui actualise les futures entrées de trésorerie, estimées sur la durée de vie attendue d'un actif, de manière à obtenir exactement la valeur comptable brute de l'actif financier.

Les prêts et créances sur la clientèle et sur les établissements de crédit et assimilés sont évalués au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif déduction faite d'éventuelles pertes de valeur.

Un actif financier est évalué à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global si la détention de l'actif financier s'inscrit dans un modèle économique dont l'objectif est atteint à la fois par la perception de flux de trésorerie contractuels et par la vente d'actifs financiers et que les conditions contractuelles de l'actif financier donnent lieu, à des dates spécifiées, à des flux de trésorerie qui correspondent uniquement à des remboursements de principal et à des versements d'intérêts sur le principal restant dû.

Un actif financier est évalué à la juste valeur par le biais du résultat net, à moins qu'il ne soit évalué au coût amorti ou à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global.

Lors de la comptabilisation initiale, le Groupe peut faire le choix irrévocable de présenter dans les autres éléments du résultat global les variations ultérieures de la juste valeur d'un placement dans un instrument de capitaux propres, qui n'est ni détenu à des fins de transaction ni une contrepartie éventuelle comptabilisée par un acquéreur dans un regroupement d'entreprises. Les dividendes reçus sur ces placements sont enregistrés dans le compte de résultat. Lorsque ces instruments de capitaux propres sont cédés, le montant des variations cumulées nettes de juste valeur jusqu'au moment de leur cession est reclassé au bénéfice au bilan dans les capitaux propres.

Les autres instruments de capitaux propres sont évalués à la juste valeur par le biais du résultat net tout comme les instruments financiers dérivés sauf si l'instrument dérivé est désigné comme instrument de couverture efficace.

Pertes de valeur des actifs non financiers

Les actifs non financiers sont examinés à chaque date de bilan afin de déterminer s'il existe des indices révélant une perte de leur valeur. Si de tels indices existent, la valeur recouvrable des actifs est estimée. Pour déterminer la valeur recouvrable, le Groupe utilise des données de marché, et lorsque ces dernières ne sont pas disponibles ou fiables, des techniques d'actualisation de flux de trésorerie futurs.

Pour les écarts d'acquisition et les immobilisations incorporelles à durée de vie indéfinie, la valeur recouvrable est estimée respectivement à chaque date de bilan qu'il y ait un indice révélant une perte de valeur ou non.

Une perte de valeur est constatée dans le compte de résultat dès lors que la valeur comptable d'un actif ou de l'unité génératrice de trésorerie est supérieure à sa valeur recouvrable. La valeur recouvrable d'un actif correspond à la valeur la plus élevée entre le prix de vente net de l'actif et sa valeur d'utilité. La valeur d'utilité correspond à la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs susceptibles de découler d'un actif ou d'une unité génératrice de trésorerie.

Une perte de valeur est comptabilisée pour une unité génératrice de trésorerie tout d'abord en réduction de la valeur comptable de tout écart d'acquisition affecté à l'unité génératrice de trésorerie (au groupe d'unités) et

ensuite, aux autres actifs de l'unité (du groupe d'unités) au prorata de la valeur comptable de chaque actif dans l'unité (le groupe d'unités).

Les pertes de valeur comptabilisées au cours des périodes antérieures pour des actifs non financiers, autres que les écarts d'acquisitions, sont revues semestriellement et reprises si nécessaire.

Juste valeur

La juste valeur des actifs financiers qui sont traités sur un marché actif est déterminée par référence au cours acheteur à la date d'évaluation. Si un marché actif n'est pas disponible, la juste valeur est estimée par l'application d'une technique de valorisation appropriée. De telles techniques comprennent l'utilisation de transactions récentes, de la juste valeur actuelle d'un autre instrument identique en substance, l'analyse des flux de trésorerie actualisés ou les modèles de valorisation des options.

Effets publics et valeurs assimilées

Ce poste comprend les bons du Trésor et autres titres de créances sur des organismes publics émis en France, ainsi que les instruments de même nature émis à l'étranger, dès lors qu'ils sont éligibles aux interventions de la banque centrale du ou des pays où se trouve implanté l'établissement.

La valeur d'inventaire est déterminée par rapport au cours de ces bons, le jour de la clôture de l'exercice.

Actions propres

Au 31 décembre 2021, Bourse Direct détient 1 697 300 de ses propres titres dans le cadre de son programme de rachat d'actions propres, soit 3,06 % de son capital social. Ces titres sont affectés à l'objectif d'annulation.

Les actions propres sont enregistrées au bilan à leur valeur d'acquisition et portées en diminution des capitaux propres consolidés. Lors de cessions ultérieures, la plus ou moins-value n'a pas d'effet sur le résultat mais est enregistrée comme apport ou réduction aux réserves provenant de primes d'émission.

Immobilisations incorporelles et écarts d'acquisition

Les immobilisations incorporelles, valorisées à leur coût d'acquisition ou de production, sont amorties ou dépréciées selon les critères suivants :

- les amortissements des logiciels sont calculés selon la méthode linéaire sur 3 ans ;
- les marques ne sont pas amorties.

Les autres immobilisations incorporelles sont principalement constituées de développements technologiques et font l'objet d'un amortissement linéaire sur une durée de 1 à 3 ans. Une durée d'amortissement supérieure peut être appliquée pour certains biens spécifiques sur la base d'une note technique. Les logiciels produits par la société sont immobilisés sur la base de leur prix de revient, déterminé à partir des temps passés et d'un coût horaire, et des factures reçues de prestataires externes, dès lors que le projet est identifié et fait l'objet d'un cahier des charges précis. L'amortissement de ces logiciels débute dès leur mise en service, et est effectué sur la durée d'utilisation prévue, n'excédant pas 3 ans.

Les écarts d'acquisition sont enregistrés au coût d'acquisition. Ils font l'objet d'une évaluation semestrielle de leur valeur d'utilité basée sur une méthode multicritères. Une perte de valeur est constatée dans le compte de résultat dès lors que la valeur comptable d'un actif ou de l'unité génératrice de trésorerie est supérieure à sa valeur recouvrable. La valeur recouvrable d'un actif correspond à la valeur la plus élevée entre le prix de vente net de l'actif et sa valeur d'utilité. La valeur d'utilité correspond à la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs susceptibles de découler d'un actif ou d'une unité génératrice de trésorerie.

Une perte de valeur est comptabilisée pour une unité génératrice de trésorerie tout d'abord en réduction de la valeur comptable de tout écart d'acquisition affecté à l'unité génératrice de trésorerie (au groupe d'unités) et ensuite, aux autres actifs de l'unité (du groupe d'unités) au prorata de la valeur comptable de chaque actif dans l'unité (le groupe d'unités).

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont inscrites au bilan à leur valeur d'acquisition, diminuées de l'amortissement cumulé et, si nécessaire, diminuées d'une dépréciation pour perte de valeur. Les terrains ne sont pas amortis. Les charges d'entretien et de réparation sont imputées au compte de résultat de l'exercice au cours duquel elles sont encourues. Les dépenses permettant d'augmenter les avantages économiques futurs liés aux immobilisations corporelles sont capitalisées et amorties.

Les amortissements sont calculés selon la méthode linéaire, sur la durée d'utilisation estimée des différentes catégories d'immobilisations. Une durée d'amortissement supérieure peut être appliquée pour certains biens spécifiques sur la base d'une note technique. Ces durées sont principalement les suivantes:

	Nombre d'années
Agencements, installations des constructions	3 à 10
Installations générales	5 à 10
Matériel de bureau et informatique	2 à 5
Mobilier	5 à 10

La juste valeur des immobilisations corporelles comptabilisées suite à un regroupement d'entreprises est déterminée sur la base de données du marché. La valeur de marché correspond au montant qui peut être obtenu de la vente d'un actif lors d'une transaction dans des conditions de concurrence normale entre des parties bien informées et consentantes.

Contrats de location – le Groupe comme preneur

Le Groupe évalue si un contrat est, ou contient un contrat de location à la date de passation du contrat. Un contrat est, ou contient un contrat de location s'il confère le droit de contrôler l'utilisation d'un bien déterminé pour un certain temps moyennant une contrepartie. Lorsqu'un contrat est, ou contient un contrat de location, le Groupe comptabilise chaque composante locative du contrat comme un contrat de location distinct, séparément des composantes non locatives du contrat.

Au début du contrat de location, le Groupe comptabilise un actif au titre du droit d'utilisation et une obligation locative, sauf pour les contrats de location à court terme. Les paiements de loyers associés à ces contrats, dont la durée est égale ou inférieure à douze mois, sont enregistrés en charge dans le compte de résultat selon la méthode linéaire sur la durée du contrat de location.

L'obligation locative correspond initialement à la valeur actualisée des paiements de loyers qui n'ont pas été versés, escomptés au taux d'intérêt implicite du contrat de location ou au taux d'emprunt marginal le cas échéant. Les paiements de loyers comprennent entre autres les paiements fixes, les paiements variables qui sont fonction d'un indice ou d'un taux, les garanties de valeur résiduelle ainsi que le prix d'exercice d'options d'achat si le Groupe a la certitude raisonnable de les exercer, ou les pénalités exigées en cas de résiliation du contrat de location le cas échéant. Par la suite, l'obligation locative est évaluée au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. L'obligation locative est réévaluée en cas de changement dans les paiements de loyers futurs en raison d'une variation de l'indice ou du taux utilisé pour déterminer ces paiements, en cas de variation des paiements au titre de la garantie de valeur résiduelle ou en cas de changement d'appréciation de l'exercice d'une option d'achat, de prolongation ou de résiliation. Lors de la réévaluation de l'obligation locative, un ajustement correspondant est enregistré à l'actif au titre du droit d'utilisation ou au compte de résultat si la valeur de l'actif au titre du droit d'utilisation a déjà été ramenée à zéro. Les obligations locatives sont présentées au bilan séparément des autres passifs.

L'actif au titre du droit d'utilisation est évalué au coût comprenant le montant initial de l'obligation locative, les coûts directs initiaux et une estimation des coûts de remise en état, réduits de tous les avantages incitatifs à la location reçus. L'actif au titre du droit d'utilisation est amorti sur la durée la plus courte entre celle du contrat de location et la durée de vie utile de l'actif sous-jacent. Les actifs liés au droit d'utilisation sont présentés au bilan séparément des autres actifs.

Autres actifs

Les autres actifs sont enregistrés à leur valeur nominale, après déduction des dépréciations et des amortissements économiquement nécessaires.

Comptes de négociation et de règlement

Ce poste recouvre les comptes de négociation et de règlement qui enregistrent, au coût historique, dès la date de transfert de propriété, l'ensemble des achats et des ventes d'instruments financiers pour compte propre ou pour compte de tiers, dont les opérations de livraison et de règlement ne sont pas encore dénouées.

Lorsque la date de transfert de propriété est postérieure à la date d'arrêté, les titres sont, dans l'intervalle, inscrits au hors bilan.

Les comptes de négociation et de règlement englobent également les opérations sur titres (coupons, souscription ...) échues et non encore dénouées (cas de certaines places étrangères).

Provisions

Une provision est constatée lorsque le Groupe a une obligation juridique ou implicite résultant d'événements passés au titre de laquelle il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation, et que le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. Lorsque l'effet de la valeur temps de l'argent est significatif, le montant de la provision correspond à la valeur actualisée des dépenses attendues que l'on pense nécessaires pour éteindre l'obligation, estimée en utilisant un taux d'actualisation avant impôts reflétant les appréciations actuelles par le marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à ce passif.

Indemnités de départ à la retraite

Les engagements relatifs aux indemnités de fin de carrière pour les salariés sont évalués en application de IAS 19 R. Le calcul des engagements est fondé sur la méthode actuarielle. Selon cette méthode, le montant des engagements est déterminé en calculant le montant des prestations dues à la date de départ à la retraite en tenant compte d'une projection des salaires et de l'ancienneté à cette date. Sont ensuite pris en compte les facteurs d'actualisation et de probabilité de présence et de survie jusqu'à la date de départ à la retraite.

Enfin, le ratio de l'ancienneté à la date d'évaluation est appliqué pour déterminer les engagements à la date d'évaluation. Le montant de cet engagement ainsi calculé est enregistré dans les passifs non courants du bilan dans le poste des provisions.

Produits différés

Les produits différés comprennent les produits encaissés d'avance afférents aux prochains exercices.

Actifs et passifs éventuels

Les actifs et passifs éventuels résultant d'événements passés et dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance, ou non, d'un ou plusieurs événements futurs incertains qui ne sont pas totalement sous le contrôle du Groupe sont présentés en note annexe aux états financiers.

Reconnaissance des revenus

Le Produit Net Bancaire est principalement composé des revenus d'exploitation, des frais de compensation, des revenus de trésorerie et des revenus connexes.

Les revenus d'exploitation bancaire regroupés sous la rubrique "Commissions - Produits" sont essentiellement constitués par :

- les commissions et courtages,
- les revenus du SRD et du ROR,
- les droits de garde,
- les autres services offerts à la clientèle.

Ils sont reconnus sur la base du relevé des opérations de la période écoulée fourni par l'ensemble des intermédiaires négociateurs et teneurs de comptes.

Les frais de compensation, tenue de comptes et de négociation versés à l'intermédiaire qui exécute les ordres de clients sur le marché, ainsi que la rémunération des différents intermédiaires figurent en charges d'exploitation bancaire sous la rubrique "Commissions - Charges".

Les revenus connexes aux services d'investissement, correspondant aux activités suivantes qui se situent dans le prolongement des activités de Bourse Direct sont regroupés sous la rubrique « Autres produits d'exploitation bancaire » :

- les rémunérations de comptes clients,
- les produits d'activités annexes,
- les autres produits financiers.

Les revenus de trésorerie sont reconnus sur la base du taux d'intérêt applicable à la date d'arrêté, compte tenu du fait que les placements sont maintenus jusqu'à leur échéance.

Le chiffre d'affaires est la somme des produits de commissions, des revenus connexes, des revenus de trésorerie ainsi que des gains sur opérations de portefeuille de négociation liés à l'activité clients.

Impôt sur les bénéfices

Cette rubrique comprend l'impôt exigible ainsi que l'impôt différé sur les bénéfices. L'effet fiscal des éléments comptabilisés directement dans les capitaux propres consolidés est enregistré dans les capitaux propres consolidés.

L'impôt exigible est le montant des impôts sur le bénéfice payable au titre du bénéfice imposable de la période calculé en utilisant les taux d'impôt qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture ainsi que les ajustements d'impôts d'années précédentes.

Des impôts différés sont constatés sur les différences temporelles entre la valeur comptable d'un actif ou d'un passif au bilan et sa base fiscale. Les impôts différés sont calculés selon la méthode du report variable sur la base des taux d'imposition attendus lors de la réalisation des actifs ou le règlement des passifs. Tout changement du taux d'imposition est enregistré au compte de résultat sauf s'il est relatif directement à des éléments de capitaux propres. Des impôts différés sont calculés et comptabilisés sur toutes les différences temporelles imposables, à l'exception des écarts d'acquisition non déductibles. Les impôts différés actifs sont enregistrés sur toutes les différences temporelles déductibles, dès lors qu'il est probable de les récupérer à un horizon prévisible grâce à l'existence de bénéfices futurs. Dans le cas contraire, ils ne sont retenus qu'à hauteur des passifs d'impôts différés pour une même entité fiscale.

Résultat net par action

Le résultat par action est obtenu en divisant le résultat net revenant à la société par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice, déduction faite des titres d'autocontrôle. Le résultat dilué par action correspond à la division entre, au numérateur, le résultat net de la société avant dilution corrigé des éléments liés à l'exercice des instruments dilutifs et, au dénominateur, le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice augmenté du nombre d'actions qui seraient créées dans le cadre de l'exercice des instruments dilutifs, déduction faite des titres d'autocontrôle.

Des éléments dilutifs existent au 31 décembre 2021. Cf 18.3 et 18.4.

Nouvelles normes et interprétations

Le Conseil des standards comptables internationaux (IASB) a publié certaines normes et amendements de norme qui n'ont pas toutes été adoptées par l'Union Européenne au 31 décembre 2021 et dont la date d'entrée en vigueur pour le Groupe est postérieure à la date des comptes consolidés. Ceux-ci n'ont donc pas été appliqués par anticipation pour la préparation des comptes consolidés au 31 décembre 2021.

Normes, interprétations ou amendements adoptés par l'Union Européenne

Norme	Nom	Entrée en vigueur
IAS 37 (modifications)	- Coûts à prendre en compte pour déterminer si un contrat est déficitaire	1 ^{er} janvier 2022
Améliorations annuelles (2018-2020) des IFRS	- Améliorations annuelles (2018-2020) des IFRS	1 ^{er} janvier 2022
IFRS 17	- Contrats d'assurance	1 ^{er} janvier 2023

Normes, interprétations ou amendements non encore adoptés par l'Union Européenne

Norme	Nom	Entrée en vigueur
IAS 1 (modifications)	- Classement des passifs en tant que passifs courants ou non courants	1 ^{er} janvier 2023
IAS 8 (modifications)	- Définition d'une estimation comptable	1 ^{er} janvier 2023
IAS 1 (modifications)	- Informations à fournir sur les méthodes comptables	1 ^{er} janvier 2023
IAS 12 (modifications)	- Impôts différés relatifs à des actifs et passifs résultant d'une même transaction	1 ^{er} janvier 2023

Le Groupe prévoit que l'adoption des autres normes et amendements ci-dessus n'aura pas d'impact significatif sur les comptes consolidés du Groupe lors de la première application.

Surveillance prudentielle

La société Bourse Direct ainsi que sa participation, Exoé, sont chacune supervisées sur base individuelle par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR). Les deux sociétés appliquent depuis juillet 2021 le référentiel IFR (règlement (UE) 2019/2033 du 27/11/2019) applicable aux entreprises d'investissement, respectivement en tant que EI de classe 2 et de classe 3. Jusqu'à la déclaration au 30/06/2021, les règlements dit CRDIV et CRR (règlement UEo 575/2013 du 26/06/2013) régissant Bâle 3 s'appliquaient.

Les exigences de fonds propres prudentiels retenues sont le critère le plus significatif entre le capital minimum, les frais fixes et les facteurs k (données de gestion basées sur une moyenne journalière des flux). Ces dernières doivent être couvertes au minimum à 100 % par les fonds propres prudentiels. Les facteurs k concernés sont CMH (fonds clients détenus), ASA (conservation), COH (ordres clients traités) et TCD (défaut de la contrepartie). Aucun écart n'est à constater entre le périmètre prudentiel et celui comptable (individuel).

Au 31/12/2021, leurs fonds propres prudentiels individuels couvrent les exigences de fonds propres et respectent donc les obligations réglementaires à ce titre.

2. EVENEMENTS SIGNIFICATIFS DE LA PERIODE

Dans la poursuite de la période atypique connue en 2020 et ayant engendré une forte volatilité, les activités de Bourse Direct ont bénéficié du maintien d'un contexte d'activité soutenu, tant en termes de volume d'ordres, que de recrutement de nouveaux clients.

Au cours du premier semestre, Bourse Direct a acquis la société Arobas Finance, dédiée au conseil en patrimoine. Cette acquisition s'est traduite par un la comptabilisation d'un écart d'acquisition de 1 285 k€.

En décembre 2021, Bourse Direct a acquis une participation majoritaire de 80%* pour un montant de 9 m€ dans la société Exoé exerçant en tant que table de négociation dédiée aux professionnels. A la suite de l'acquisition de cette participation majoritaire, la société Bourse Direct est tenue de présenter des comptes consolidés.

(* Après prise en compte de l'annulation des titres autodétenus)

Ces acquisitions sont traitées selon IFRS 3R.

Les informations relatives à l'acquisition d'Exoé sont présentées ci-dessous. A noter que, la contribution d'Arobas Finance étant faible sur le total du PNB du groupe, ces dernières n'ont pas été retenues ici.

Nom de l'activité / société acquise	Date d'acquisition	% de participation	Activité exercée	Motif du regroupement	Ecart d'acquisition comptabilisé (en milliers d'euros)	Juste valeur de la contrepartie transférée à la date d'acquisition (en milliers d'euros)
Exoé	08/12/2021	80,00 %*	Table de négociation externe	Compléter l'offre de service du Groupe pour une clientèle d'investisseurs institutionnels et de professionnels de la gestion d'actifs ou de sociétés cotées.	6 188	9 803

Compte de résultat simplifié des activités acquises

Entité regroupée depuis la date d'acquisition

Au regard de la date d'acquisition d'EXOÉ, le résultat depuis la date d'acquisition par Bourse Direct est non significatif au regard du résultat du groupe.

Entité regroupée comme si l'acquisition d'EXOÉ était intervenue le 1er janvier 2021

Produits des activités ordinaires 52 223 milliers d'euros
 Résultat net 8 003 milliers d'euros

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS

3. Première application du référentiel IFRS

Les comptes de Bourse Direct sont présentés pour la première fois selon le référentiel IFRS. Les options d'établissement du bilan d'ouverture du Groupe au 1er janvier 2020 ont été définies conformément à la norme IFRS 1 « Première adoption des normes internationales d'information financière ». L'application rétrospective a été retenue.

Les états de passage sont présentés en Note 26.

4. INFORMATION SECTORIELLE

La structure d'organisation interne et de gestion de Bourse Direct, et son système d'information financière permettant l'élaboration des rapports à l'attention de la Direction générale et du Conseil de surveillance, sont fondés sur uniquement sur une approche métier, à savoir la bourse en ligne. Cette approche est complétée par la prise en compte de la quote-part de résultat de la société Easdaq N.V. consolidée selon la méthode de la mise en équivalence.

Aucune approche géographique n'est retenue ; Bourse Direct exerçant exclusivement en France.

5. ACTIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR PAR LE RESULTAT

Au 31 décembre 2021, ce poste est principalement composé du placement d'une partie de la trésorerie propre du groupe en bons à moyen terme négociables émis par un établissement appartenant à un grand groupe bancaire français.

(En milliers d'euros)	31.12.2021	31.12.2020
Actifs financiers à la JV par le résultat	5 108	5
TOTAL	5 108	5

6. COMPTES DE NEGOCIATION ET DE REGLEMENT

Ce poste se décompose de la façon suivante :

(En milliers d'euros)	Actif		Passif	
	31.12.2021	31.12.2020	31.12.2021	31.12.2020
Comptes de négociation et règlement	15 215	14 327	14 139	26 885
TOTAL	15 215	14 327	14 139	26 885

Les comptes de négociation et de règlement résultent des opérations sur titres menées par Bourse Direct dans le cadre de son activité de compensateur-négociateur et constituent principalement des comptes de suspens techniques vis-à-vis du marché.

7. AUTRES ACTIFS FINANCIERS ET DETTES REPRESENTÉES PAR UN TITRE

(En milliers d'euros)	Actif		Passif	
	31.12.2021	31.12.2020	31.12.2021	31.12.2020
Autres actifs financiers (Actif) / Dettes représentées par un titre (Passif)	107 377	115 037	8 005	5 391
TOTAL	107 377	115 037	8 005	5 391

Les autres actifs financiers sont détenus dans le cadre de l'activité à règlement différé des clients de Bourse Direct. Au 31 décembre 2021, ce poste présente de façon décompensée les opérations selon qu'elles sont acheteuses ou vendeuses.

8. CREANCES ET DETTES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT

Les comptes de banque et de caisse s'analysent comme suit :

(En milliers d'euros)	Créances		Dettes	
	31.12.2021	31.12.2020	31.12.2021	31.12.2020
Caisse		-		-
Banques centrales, CCP		-		-
Effets publics et valeurs assimilées		-		-
Comptes ordinaires à vue	317 187	190 531	5 584	1 557
<i>Dont trésorerie propre</i>	<i>17 807</i>	<i>36 307</i>		-
Créances et dettes à terme	771 676	814 157	92 779	99 656
<i>Dont trésorerie propre</i>	<i>16 233</i>	<i>14 960</i>		-
TOTAL	1 088 863	1 004 688	98 363	101 213

Ces actifs et passifs, étant des liquidités à court terme, sont comptabilisés au coût amorti.

Bourse Direct place les fonds déposés par sa clientèle principalement sur des comptes à terme, dans le cadre de ses obligations réglementaires sur le cantonnement des actifs de la clientèle des entreprises d'investissement.

La trésorerie du groupe, qui s'élève au 31 décembre 2021 à 39 040 k€ euros est présentée dans cette rubrique et en Actifs financiers en juste valeur par le résultat (cf note 5.).

Le dépôt de garantie versé par Bourse Direct dans le cadre de l'activité sur les marchés dérivés de sa clientèle est présenté sous la rubrique « Créances sur des sociétés liées » dans les autres actifs (cf. note 10).

Les dettes à terme d'un montant de 98 363 k€ euros sont liées au financement des positions différées (SRD et ROR) de la clientèle de la société.

Ces créances et dettes ont une échéance inférieure à un an.

9. OPERATIONS SUR LA CLIENTELE

Ce poste se décompose de la façon suivante :

(En milliers d'euros)	31.12.2021	31.12.2020
Actifs		
Créances sur des sociétés liées	31 377	10 703
Créances clients	4 031	2 649
Dépréciation de créances douteuses	-249	-193
TOTAL	35 159	13 159
Passif		
Comptes courants vis-à-vis de sociétés liées	462	477
Clients de la société de bourse	70	127
Avoirs de la clientèle	1 124 980	947 692
TOTAL	1 125 512	948 296

Ces créances et ces dettes ont une échéance de moins d'un an exception faite de créances clients d'un montant total de 249 k€ euros au 31 décembre 2021.

Ces créances clients à plus d'un an sont considérées comme douteuses et font l'objet d'une dépréciation à 100 % pour la part non couverte par les garanties obtenues par la société lorsqu'une espérance de recouvrement existe ; dans le cas contraire, ces créances sont passées en perte (cf. note 25).

10. AUTRES ACTIFS et COMPTES DE REGULARISATION ACTIF

Ils s'analysent comme suit :

(En milliers d'euros)	31.12.2021	31.12.2020
Immobilisations financières	364	327
Personnel	8	15
Etat et organismes sociaux	1 768	4
Débiteurs divers	40	1
Créances sur des sociétés liées	62 729	13 098
TOTAL AUTRES ACTIFS	64 909	13 445
Charges constatées d'avance	1 458	1 197
Produits à recevoir	595	515
TOTAL COMPTES DE REGULARISATION ACTIFS	2 053	1 712

A l'exception des immobilisations financières, principalement composées de dépôts et cautionnements constitués dans le cadre des activités de la société, les autres actifs sont tous à échéance de moins d'un an.

Au 31 décembre 2021, les créances sur des sociétés liées représentent principalement le dépôt de garantie versé par Bourse Direct dans le cadre de l'activité sur les marchés dérivés de sa clientèle.

11. AUTRES PASSIFS ET COMPTES DE REGULARISATION

Les autres passifs et comptes de régularisation s'analysent comme suit :

(En milliers d'euros)	31.12.2021	31.12.2020
Fournisseurs	2 396	2 877
Provision pour primes, congés payés et participation	2 886	2 364
Dettes sociales et fiscales	3 328	2 830
Dépôts de garantie clients	23 029	24 576
Créditeurs divers	115	118
Autres passifs	31 754	32 765
Charges à payer	1 288	1 162
Produits différés	8	45
Comptes de régularisation	1 296	1 207
TOTAL autres passifs et comptes de régularisation	33 050	33 972

Les autres passifs sont tous à échéance de moins d'un an.

Les sommes présentées sous la rubrique « dépôts de garantie clients » correspondent aux sommes données en garantie par les clients dans le cadre de leur activité à règlement différé et sur les marchés dérivés.

12. Participations dans les sociétés associées et co-entreprises

Cette rubrique comprend la quote-part des sociétés associées et co-entreprises détenue par Bourse Direct ou ses filiales opérationnelles, consolidées selon la méthode de mise en équivalence. Au 31 décembre 2021, ce poste est composé de la société Easdaq N.V..

La variation des participations dans les sociétés associées et les co-entreprises se présente comme suit :

en milliers d'euros	Sociétés associées	Coentreprises	Total
Au 1er janvier 2021	558	0	558
Résultat net de la période	-89		-89
Dividendes distribués			0
Acquisitions	169		169
Cessions			0
Changement de méthode de consolidation			0
Autres éléments du résultat global			0
Autres variations de capitaux propres			0
Variations de périmètre			0
Ecart de conversion	-7		-7
Au 31 décembre 2021	631	0	631

Les informations financières résumées, avant élimination des comptes et opérations réciproques, des principales sociétés associées se présentent comme suit :

En milliers d'euros	Easdaq N.V.
Lieu d'activité	Belgique
Pourcentage de détention	8,34%
Actif non courant	346
Actif courant	3 907
Passif non courant	238
Passif courant	1 237
Actif net	2 778
Quote-part du groupe dans :	
- dans l'actif net	232
- Ecarts d'acquisition	384
Valeur comptable au 31 décembre	616
Chiffre d'affaires	6 011
Résultat net de l'exercice	-1 071
Autres éléments du résultat global	0
Résultat global de l'exercice	-1 071
Quote-part du Groupe dans :	
- le résultat net	-89
- les autres éléments du résultat global	0
-le résultat global	-89
Dividendes versés au Groupe	-

13. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

La variation des immobilisations corporelles et des amortissements correspondants se présentent comme suit :

(En K euros)	Valeur brute au 31.12.2020	Variation de périmètre	Augmentation	Diminution	Valeur brute au 31.12.2021
Agencements, installations	129	324	6		459
Matériel de bureau informatique	6 552	145	1 108	-12	7 793
Mobilier	11	76			87
Immobilisations corporelles en cours	561		282	-843	0
Autres immobilisations corporelles		51			51
TOTAL	7 253	596	1 396	-855	8 390

(En K euros)	Amortissements cumulés au 31.12.2020	Variation de périmètre	Dotations	Reprises	Amortissements cumulés au 31.12.2021
Agencements, installations	120	238	2		360
Matériel de bureau informatique	5 196	130	519	-12	5 833
Mobilier	9	43	1		53
Autres immobilisations corporelles		36			36
TOTAL	5 325	447	522	-12	6 282

Valeurs Nettes Comptables (En K euros)	Valeurs Nettes Comptables 31.12.2021	Valeurs Nettes Comptables 31.12.2020
Agencements, installations	99	9
Matériel de bureau informatique	1 960	1 356
Mobilier	34	2
Immobilisations corporelles en cours	0	561
Autres immobilisations corporelles	15	0
TOTAL	2 108	1 928

14. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

La variation des immobilisations incorporelles et des amortissements correspondants se présentent comme suit :

(En K euros)	Valeur brute au 31.12.2020	Variation de périmètre	Augmentation	Diminution	Valeur brute au 31.12.2021
Marques et brevets	17		-		17
Logiciels et autres immobilisations incorporelles	20 649	550	1 202		22 401
Immobilisations incorporelles en cours	1 835		1 313	-1 045	2 103
Autres immobilisations incorporelles		8			8
TOTAL	22 501	558	2 515	-1 045	24 529

(En K euros)	Amortissements et dépréciations cumulés au 31.12.2020	Variation de périmètre	Dotations	Reprises	Amortissements et dépréciations cumulés au 31.12.2021
Marques et brevets					0
Logiciels et autres immobilisations incorporelles	17 265	466	1 124		18 855
Autres immobilisations incorporelles					0
TOTAL	17 265	466	1 124	0	18 855

Valeurs Nettes Comptables (En K euros)	Valeurs Nettes Comptables 31/12/2021	Valeurs Nettes Comptables 31/12/2020
Marques et brevets	17	17
Logiciels et autres immobilisations incorporelles	3 546	3 384
Immobilisations en cours	2 103	1 835
Autres immobilisations incorporelles	8	-
TOTAL	5 674	5 236

15. ECARTS D'ACQUISITION

Une unité génératrice de trésorerie (UGT) est définie par l'ensemble des activités des entités ayant généré ces écarts d'acquisition. La valeur recouvrable est estimée selon une méthode d'actualisation des flux de trésorerie futurs des activités afférentes à chacun de ces écarts d'acquisition. Sur la base de prévisions d'exploitation établies sur 5 ans, le flux de trésorerie normatif est actualisé semestriellement afin de déterminer la valeur de l'activité sous-jacente par rapport aux écarts d'acquisition constatés.

Au 31/12/2021, l'allocation provisoire du coût d'acquisition des activités intégrées en 2021 n'a pas donné lieu à l'identification d'actifs ou de passifs non enregistrés.

Au 31/12/2021, à l'exception des écarts d'acquisition générés par les acquisitions réalisées en 2021, dans le cadre de ces évaluations, les principaux paramètres utilisés dans le cadre de l'actualisation des cash-flows et de la détermination de la valeur terminale sont les suivants :

Taux d'actualisation :	10,97 %
Durée d'actualisation :	5 ans
Taux de croissance à long terme :	2 %
Taux de croissance de l'activité et du volume d'ordres exécutés:	entre 3 % et 7 % selon l'échéance.

Le taux d'actualisation est appliqué sur le résultat après impôts.

La sensibilité de la valeur d'utilité ainsi déterminée à la variation de la première et troisième hypothèse est faible. Ainsi, une augmentation de 100 points de base appliquée au taux d'actualisation n'entraînerait pas une baisse de la valeur d'utilité qui nécessiterait de constater une dépréciation ; il en est de même pour une réduction de 100 points de base du taux de croissance à long terme.

La sensibilité de la valeur d'utilité à la variation de la quatrième hypothèse est plus importante mais une réduction de 100 points de base appliquée au taux de croissance du volume d'ordres ne nécessiterait pas de constater de dépréciation.

Sur la base de cette analyse, aucune dépréciation n'est nécessaire au 31 décembre 2021.

Au 31/12/2021, l'écart d'acquisition résultant des transactions réalisés en 2021 n'a pas fait l'objet d'un test d'impairment compte tenu des dates d'acquisition.

16. Contrat de location

Les contrats de location du Groupe concernent essentiellement des bureaux utilisés par les employés dans le cadre de leurs activités.

Actifs liés au droit d'utilisation

Bâtiments en milliers d'€	2021	2020
Acquisitions	4 846	0
Amortissements	-961	-961
Valeur comptable nette au 31 décembre	5 167	1 282

Obligations locatives

en milliers d'€	2021	2020
Obligations locatives	5 169	1 287
Total des obligations locatives au bilan	5 169	1 287

Les obligations locatives provenant des activités de financement selon le tableau des flux de trésorerie ont évolué comme suit :

en milliers d'€	01.01.2021	Eléments financiers	Eléments non financiers		31.12.2021
			Autres variations	Ecart de conversion	
Obligations locatives	1 287	-964	4 846	0	5 169
Total	1 287	-964	4 846	0	5 169

en milliers d'€	01.01.2020	Eléments financiers	Eléments non financiers		31.12.2020
			Autres variations	Ecart de conversion	
Obligations locatives	2 248	-961	0	0	1 287
Total	2 248	-961	0	0	1 287

Autres informations relatives aux contrats de location

- Les charges liées aux contrats de location à court terme s'élèvent à 119 k€ pour l'exercice 2021.
- La charge d'intérêts sur les obligations locatives s'élève à 4 k€ en 2021.
- Le total des sorties de trésorerie relatives aux contrats de location s'élève à 1 087 k€.

17. PROVISIONS

Les mouvements de provisions se présentent comme suit :

(En milliers d'euros)	Montant à l'ouverture de l'exercice 2021	Variation du périmètre	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice		Montant au 31/12/2021
				Utilisées	Non utilisées	
Provisions:						
- liées au personnel						0
- liées aux litiges clients et autres						0
Provisions pour litige fiscal	500					500
Autres provisions	147			147		0
Sous total des provisions	647	0	0	147	0	500
Provision pour indemnité de départ à la retraite	1 772	134	527	132		2 301
Total	2 419	134	527	279	0	2 801

Provisions pour indemnités de départ à la retraite.

Les provisions pour pensions et retraites se répartissent comme suit :

en milliers d'euros	31.12.2021	31.12.2020
Autres avantages à long terme	0	0
Provision pour des régimes à prestations définies	2 301	1 772
Total des provisions pour pensions et retraites	2 301	1 772

Les charges liées aux régimes à prestations définies sont présentées sous la rubrique « charges de personnel ».

Actifs et passifs comptabilisés au bilan

en milliers d'euros	31.12.2021	31.12.2020
Valeur actualisée des obligations	2 301	1 772
Juste valeur des actifs des régimes	0	0
Engagements nets des régimes à prestations définies	2 301	1 772

Mouvements de la valeur actualisée des obligations :

en milliers d'euros	2021	2020
Valeur actualisée des obligations au 1^{er} janvier	1 772	1 505
Coût financier	7	9
Coût des services rendus	109	82
Prestations payées	-132	0
(Gains) / pertes actuariel(le)s liés à l'expérience	102	127
(Gains) / pertes actuariel(le)s sur les hypothèses démographiques	497	0
(Gains) / pertes actuariel(le)s sur les hypothèses financières	-190	49
Reclassements	136	0
Ecart de conversion	0	0
Valeur actualisée des obligations au 31 décembre	2 301	1 772

Ecarts actuariels des régimes à prestations définies enregistrés dans les autres éléments du résultat global

en milliers d'euros	2021	2020
Ecarts actuariels sur les passifs des régimes	190	-49
Ajustements liés à l'expérience relatifs aux passifs des régimes	-102	-127
Ajustements liés à l'expérience relatifs aux actifs des régimes	0	0
Gain (perte) sur la réévaluation des régimes à prestations définies	88	-176

Charges comptabilisées au compte de résultat

en milliers d'euros	2021	2020
Coût des services rendus	106	82
Charge d'intérêt net	7	9
Coût / (produit) des régimes à prestations définies	113	91

18. CAPITAUX PROPRES ET PLANS DONT LE PAIEMENT EST FONDE SUR DES ACTIONS

18.1 Variation des capitaux propres

Composition du capital

A la clôture de l'exercice, le capital social est composé de 55 506 388 actions ordinaires d'une valeur nominale de 0,25 euro chacune contre 56 257 188 actions au 31 décembre 2020.

Au cours de l'exercice 2021, le capital social de la société a d'une part augmenté de 62 500 € suite à l'émission de 250 000 actions attribuées gratuitement (cf 18.3) et d'autre part diminué de 250 200 € suite à l'annulation de 1 000 800 actions propres (cf 18.4).

Actionnaires importants

- E-Viel : 77,19 %
- SwissLife Assurance et Patrimoine : 7,48 %
- Amiral Gestion : 5,95 %
- Tocqueville Finance : 0,36 %
- Public : 5,96 %
- Actions propres : 3,06 %

Affectation du résultat 2020

Conformément à la décision de l'Assemblée générale des actionnaires qui s'est tenue le 12 mai 2021, le résultat 2020 a été affecté de la manière suivante :

Distribution de dividende	2 762 819,40
Report à nouveau	3 342 280,52

	6 105 099,92

Soit un dividende de 0,05 euro par action.

Affectation du résultat 2021

Il sera proposé à l'Assemblée générale des actionnaires du 12 mai 2022 d'affecter le résultat de la manière suivante :

Distribution de dividende	3 660 804,15
Report à nouveau	3 660 804,15

	7 321 608,30

Soit un dividende de 0,07 euro par action.

18.2 Plan d'options de souscription d'actions

Au 31 décembre 2021, il n'existe aucun plan de souscription d'actions en vigueur.

18.3 Plan d'attribution d'actions gratuites

Le 21 juillet 2017, 750 000 actions nouvelles ont été octroyées à des salariés de la Société. Ce plan d'actions gratuites a été mis en place par le Directoire conformément à l'autorisation accordée par l'Assemblée générale de la Société. L'ensemble des actions de ce plan ont été attribuées au 31/12/2021. Pour rappel, ses caractéristiques étaient les suivantes :

Nature du plan (en €)	Plan d'attribution 2017
Date de l'Assemblée générale	11 mai 2016
Date des premières attributions au titre du plan	21 juillet 2017
Nombre total d'actions gratuites attribuées	750 000
Date départ de l'attribution des actions gratuites	21 juillet 2017
Période d'attribution (attribution par tiers sur trois périodes)	21 juillet 2019 21 juillet 2020 21 juillet 2021
Période d'acquisition en cas de non réalisation de la condition de performance	21 juillet 2027
Conditions d'attribution de présence dans la Société	oui
Conditions de performance de cours (au moins 10 séances de bourse consécutives dans les 12 mois précédant la date d'attribution)	2,20€
Nombre d'actions gratuites en circulation au 1 ^{er} janvier	250 000
Nombre d'actions gratuites annulées au cours de l'exercice	-
Nombre d'actions gratuites attribuées au cours de l'exercice	250 000
Nombre d'actions gratuites en circulation au 31 décembre	0
Nombre de collaborateurs concernés	13

18.4 Actions propres

Au 31 décembre 2021, Bourse Direct détient 1 697 300 actions propres représentant 3,06 % du capital, affectées à l'objectif d'annulation ; aucune dépréciation n'est à constater.

Les variations enregistrées en 2021 sont les suivantes :

En Euros	Situation au 31/12/2020			Augmentations : Rachats			Diminutions: cessions / annulations			Situation au 31/12/2021		
	Valeur unitaire	Nombre d'actions	Valeur	Valeur unitaire	Nombre d'actions	Valeur	Valeur unitaire	Nombre d'actions	Valeur	Valeur unitaire	Nombre d'actions	Valeur
Actions rachetées avec objectif d'annulation	1,48	2 177 000	3 221 622,32	3,01	521 100	1 568 272,66	1,07	1 000 800	1 072 536,76	2,19	1 697 300	3 717 358,22
TOTAL	1,48	2 177 000	3 221 622,32	3,01	521 100	1 568 272,66	1,07	1 000 800	1 072 537	2,19	1 697 300	3 717 358,22

18.5 Réserves consolidées

Cette rubrique se décompose comme suit :

en milliers d'euros	Bénéfice au bilan	Réserve pour option de souscription d'actions	Réserve pour actions propres	Réserve de réévaluation	Ecart actuariels à prestations définies	Autres réserves	Réserves consolidées
Réserves consolidées au 1er Janvier 2021	25 824	0	3 222	0	-757	1 399	29 687
Résultat net de l'exercice	7 164						7 164
Réévaluation des régimes à prestations définies					-307		-307
Incidence de la comptabilisation d'instruments de couverture							0
Incidence de la réévaluation d'actifs financiers disponibles à la vente							0
Incidence de la réévaluation d'actifs financiers disponibles à la vente des entreprises associées et coentreprises							0
Résultat global de la période	7 164	0	0	0	-307	0	6 857
Affectation à la réserve générale							0
Affectation à la réserve pour actions propres	-495		495				0
Exercice d'options de souscription d'actions							0
Incidence de la comptabilisation des options de souscriptions d'actions							0
Dividendes versés	-2 688						-2 688
Incidence des variations de périmètre / Autres variations	108						108
Réserves consolidées au 31 décembre 2021	29 913	0	3 717	0	-1 064	1 399	33 964

La réserve pour options de souscription d'actions est utilisée pour comptabiliser la juste valeur des instruments de capitaux propres consentis aux collaborateurs du Groupe. Lors de l'exercice d'options de souscription, la valeur des instruments est transférée de cette réserve au compte de prime d'émission.

La réserve de réévaluation comprend les variations cumulées nettes de la juste valeur des actifs financiers évalués à la juste valeur par les biais des autres éléments du résultat global. Lorsque ces instruments sont cédés, le montant des variations cumulées nettes de juste valeur jusqu'au moment de leur cession est reclassé dans les capitaux propres.

La réserve d'écarts actuariels des régimes à prestations définies est utilisée pour enregistrer les modifications des hypothèses à long terme et la différence entre les hypothèses prises et l'évolution réelle des régimes à prestations définies.

Autres éléments du résultat global

Cette rubrique se décompose comme suit

2021 en milliers d'euros	Attribuables aux actionnaires de la société mère				Total part du Groupe	Intérêts minoritaires	Total
	Ecart de conversion	Réserve de couverture	Réserve de réévaluation	Écarts actuariels des régimes à prestations définies			
Autres éléments du résultat global qui ne peuvent être reclassés ultérieurement au compte de résultat							
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global					0		0
Écarts actuariels des régimes à prestations définies				-307	-307		-307
Total des autres éléments du résultat global qui ne peuvent être reclassés ultérieurement au compte de résultat	0	0	0	-307	-307	0	-307
Autres éléments du résultat global qui peuvent être reclassés ultérieurement au compte de résultat							
Ajustement à la juste valeur des couvertures de flux de trésorerie							
- constatés dans la réserve de couverture					0		0
- transférés au compte de résultat					0		0
Ajustement à la juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente							
- constatés dans la réserve de réévaluation					0		0
- transférés au compte de résultat					0		0
Écarts de conversion	-7				-7		-7
Transfert des écarts de conversion au compte de résultat					0		0
Écarts de réévaluation					0		0
Autres éléments du résultat global des sociétés associées					0		0
Total des autres éléments du résultat global qui peuvent être reclassés ultérieurement au compte de résultat	-7	0	0	0	-7	0	-7
Autres éléments du résultat global de l'exercice, nets d'impôts	-7	0	0	-307	-314	0	-314

19. PRODUIT NET BANCAIRE

Le produit net bancaire s'établit à 39 853 k€ euros en 2021, à comparer à 38 887 k€ en 2020, soit une hausse de 2,5 %. Les principales composantes du produit net bancaire sont les suivantes :

- des produits de commission qui s'établissent à 40 458 k euros en 2021, contre 39 954 k euros en 2020 ;
- des frais d'exécutions des transactions pour un montant de 6 499 k€ euros en 2021, contre 6 081 k€ euros en 2020 ;

Les autres revenus proviennent essentiellement de produits de trésorerie et de tenue de comptes. Les autres produits d'exploitation sont, quant à eux, présentés en note 19.

20. AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE

Les autres produits d'exploitation bancaire se décomposent comme suit :

(En milliers d'euros)	2021	2020
Produits réalisés avec les sociétés liées	141	367
Autres produits	2 293	729
TOTAL	2 434	1 096

Les autres produits sont principalement constitués de prestations informatiques et de ventes d'espace publicitaire.

21. CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION

Les charges générales d'exploitation se composent comme suit :

(En euros)	2021	2020
Rémunération du personnel	7 136	6 646
Charges sociales	3 365	3 481
Impôts et taxes	1 395	1 445
Autres services techniques	10 354	9 816
Honoraires et frais annexes	1 427	1 144
Publicité, publications et relations publiques	953	992
Participation des salariés	827	813
Frais postaux et de télécommunication	343	327
Autres charges d'exploitation	1 441	1 710
TOTAL	27 241	26 374

Les principales charges générales d'exploitation de la société sont constituées de frais de personnel, pour un montant de 10 501 k euros en 2021, contre 10 127 k euros en 2020 (hors participation). Les charges sociales incluent un montant de 720 k€ euros au titre des charges de retraite.

22. COUT DU RISQUE

Ce poste d'un montant de -32 k euros en 2021, contre de -40 k euros en 2020 est principalement constitué de dotations et de reprises de dépréciation de créances de clients.

23. IMPOT SUR LES BENEFICES

La charge d'impôt de l'exercice se compose des éléments suivants :

en milliers d'euros	2021	2020
Charge d'impôts courants	2 733	3 533
Charges / (Produits) d'impôts différés	4	-23
Impôts sur le bénéfice	2 737	3 510

Aucune charge d'impôt relative au résultat exceptionnel n'est à constater.

Pour rappel, la société avait également constaté au 31/12/2020 une dotation pour risque sur litige fiscal d'un montant de 500 k € à la suite d'un contrôle fiscal conduisant à une proposition de rectification au titre de l'intégralité du CIR sur les 4 années contrôlées (exercices 2014 à 2017) d'un montant total de 1,6 million d'euros. La société conteste la position de l'administration fiscale sur la majorité des dossiers concernés et est entrée dans un processus de réclamation contentieuse.

L'écart entre le taux d'imposition effectif et le taux d'imposition normatif de Bourse Direct peut s'analyser comme suit :

	2021		2020	
	%	En milliers d'euros	%	En milliers d'euros
Résultat avant impôts		9 901		9 697
Ajustement de la quote-part des sociétés associées et coentreprises		89		93
Résultat avant impôts et quote-part dans le résultat des sociétés associées et coentreprises		9 990		9 790
Taux d'imposition normatif	27,12%	2 709	28,69%	2 809
Effet fiscal des éléments suivants :				
Consommation de reports déficitaires non valorisés	0,00%		0,00%	
Déficits de l'exercice non valorisés	0,00%		0,00%	
Charge d'impôt des minoritaires pour les sociétés fiscalement transparentes et intégrées globalement	0,00%		0,00%	
Effet fiscal des produits non imposables	-0,54%	-54	-0,22%	-22
Effet fiscal des charges non déductibles	0,06%	6	5,17%	506
Pertes fiscales non comptabilisées précédemment	0,00%		0,00%	
Variation du taux d'impôt	0,00%		0,00%	
Impôts concernant les exercices antérieurs	0,00%		0,00%	
Divers	0,72%	72	2,45%	240
Taux d'imposition effectif du Groupe	27,36%	2 733	36,09%	3 533

Conformément aux dispositions fiscales françaises, le taux normal de l'impôt sur les sociétés était de 26,5 % en 2021 auquel s'ajoute la contribution sociale sur les bénéfices de 3,3%, soit un taux de 27,12 %.

Le taux moyen d'imposition consolidé normatif est calculé comme la moyenne pondérée des taux d'imposition en vigueur pour chacune des filiales.

Celui-ci varie d'un exercice à l'autre en fonction du poids relatif de chaque entité individuelle dans le résultat avant impôts du Groupe, ainsi que des changements de taux d'imposition des filiales opérationnelles.

Des impôts différés ont été comptabilisés sur les autres éléments du résultat global comme suit :

en milliers d'euros	2021	2020
Ecart actuariel des régimes à prestations définies	354	252
Autres	-	-
Total charges / (produits) d'impôts différés	354	252

24. RESULTAT PAR ACTION

Le résultat de base par action est obtenu en divisant le résultat net - part du Groupe par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice, déduction faite du nombre moyen des actions propres détenues par le Groupe.

Le résultat dilué par action résulte de la division entre, au numérateur, le résultat net - part du Groupe corrigé des éléments liés à l'exercice des instruments dilutifs et, au dénominateur, le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice augmenté du nombre moyen pondéré d'actions qui seraient créées dans le cadre de l'exercice des instruments dilutifs, déduction faite des actions propres.

Les éléments de calcul retenus pour la détermination du résultat par action de Bourse Direct sont détaillés ci-après :

Résultat de base	2021	2020
Résultat net - part du Groupe (en milliers d'euros)	7 168	6 164
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	55 689 285	55 794 174
Nombre moyen d'actions autodétenues	1 840 375	1 412 880
Résultat de base par action (en euro)	0,13	0,11

Résultat dilué	2021	2020
Résultat net - part du Groupe (en milliers d'euros)	7 168	6 164
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	55 689 285	55 794 174
Ajustement pour effet dilutif des options sur actions et des attributions gratuites d'actions	0	713 014
Nombre moyen d'actions autodétenues	1 840 375	1 412 880
Nombre moyen pondéré d'actions retenu pour le résultat dilué par action	53 848 910	55 094 308
Résultat dilué par action (en euro)	0,13	0,11

25. AUTRES INFORMATIONS

25.1 Engagements hors-bilan

(En milliers d'euros)	31.12.2021	31.12.2020
Engagements donnés		
Titres en conservation	-	-
Titres à livrer	107 990	115 976
Garantie à 1ère demande donnée	-	-
Autres engagements donnés	-	-
TOTAL	107 990	115 976
Engagements reçus		
Titres à recevoir	100 842	105 144
Découvert autorisé des banques	-	-
Caution reçue sur découvert autorisé	-	-
Caution reçue sur garantie à 1ère demande	-	-
Autres garanties reçues de la clientèle	75 390	47 296
Autres engagements reçus	-	-
TOTAL	176 232	152 440

Les titres à livrer et à recevoir reflètent les opérations d'achats et de ventes de titres pour le compte des clients de la société.

Les titres détenus en conservation pour le compte des clients représentent 5 662,0 millions d'euros au 31 décembre 2021 et 3 718,4 millions d'euros au 31 décembre 2020.

Les autres garanties reçues de la clientèle sont liées aux activités SRD et dérivés.

L'acquisition de la société Exoé a fait l'objet d'une garantie de passif et d'autres engagements.

25.2 Opérations avec des parties liées

Nature des fonctions des employés clés

Sont considérés comme employés clefs, les membres du Directoire de Bourse Direct.

Rémunération des employés clés

Le Président du Directoire – Directeur général perçoit une rémunération fixe au titre du mandat ainsi qu'une rémunération variable en fonction des résultats de la société. En 2021 il a perçu un montant total de 286 546 €.

Le Directeur générale adjoint perçoit une rémunération au titre de son contrat de travail incluant une part variable. En 2021 il a perçu un montant total de 274 254 €.

Aucun avantage en nature, avantage postérieur à l'emploi, autre avantage à long terme, indemnité de fin de contrat de travail et paiement fondé sur des actions n'est accordé à ces employés clefs.

Transactions avec les parties liées

Un contrat de sous-location est conclu avec son actionnaire ultime, Viel et Compagnie-Finance. Les charges de loyers et de charges locatives sur l'exercice 2021 facturées par la Société Viel et Compagnie-Finance s'élèvent à 1 325 555,20 euros.

Une convention de trésorerie existe entre Bourse Direct et la société VIEL & Cie. Au 31 décembre 2021, l'avance en compte courant de notre Société s'élève à la somme de 0 euros.

25.3 Effectif

	2021	2020
Effectif à la clôture	138	111
. Cadre	97	90
. Non cadre	41	21
Effectif moyen	132	111
. Cadre	92	75
. Non cadre	40	37

25.4 Instruments financiers

Risque de crédit

Exposition au risque de crédit

La valeur comptable des actifs financiers représente l'exposition maximale du Groupe au risque de crédit. L'exposition au risque de crédit se présente comme suit:

En milliers d'euros	2021	2020
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	0	0
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net	5 108	5
Autres actifs financiers	107 377	115 037
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés, au coût amorti	1 088 863	1 004 688
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	35 159	13 159
TOTAL	1 236 507	1 132 889

Pertes de crédit attendues

L'échéancier des créances clients et comptes rattachés ainsi que les pertes de crédit attendues se présente comme suit :

En milliers d'euros	2021		2020	
	Valeur brute	Pertes de crédit attendues	Valeur brute	Pertes de crédit attendues
Créances non arriérées	4 031	0	2 455	0
Moins de 30 jours d'arriéré			7	-7
Entre 31 et 60 jours d'arriéré				
Entre 61 et 90 jours d'arriéré				
Entre 91 et 180 jours d'arriéré	1	-1	1	-1
Plus de 180 jours d'arriéré	248	-248	185	-185
TOTAL	4 280	-249	2 648	-193

A la suite de l'adoption de la norme IFRS 9 Instruments financiers, le Groupe applique une méthode simplifiée pour mesurer les pertes de crédit attendues sur la durée de vie des créances de courtage. Une analyse est effectuée par les sociétés du Groupe sur la base de l'échéancier des créances clients en tenant compte de données historiques sur les défauts, de la situation actuelle et prévisible à la date de clôture. La majorité des clients sont d'importantes institutions financières bénéficiant d'une bonne notation de crédit.

Le mouvement de la dépréciation pour pertes de valeur attendues sur les créances clients et comptes rattachés au cours de la période se présente comme suit :

En milliers d'euros	2021	2020
Dépréciation au 1er janvier	-193	-153
Variations de périmètre	-24	
Dotation de l'exercice	-32	-40
Reprise utilisée		
Dissolution		
Ecart de conversion		
Dépréciation au 31 décembre	-249	-193

Risque de liquidité

Les échéances contractuelles résiduelles des passifs financiers incluant le montant estimatif des paiements d'intérêts se présentent comme suit :

31 décembre 2021

	A moins de 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 12 mois	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans	Total
Dettes financières à long terme						0
Location financement - Paiement minimum futur	323	242	81			646
Emprunts obligataires						0
Passifs au coût amorti	1 223 875					1 223 875
Dettes financières à court terme						0
Autres passifs financiers	33 042					33 042
	1 257 240	242	81	0	0	1 257 563

31 décembre 2020

En milliers d'euros	A moins de 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 12 mois	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans	Total
Dettes financières à long terme						0
Location financement - Paiement minimum futur	1 291	243	242	485	321	2 582
Emprunts obligataires						0
Passifs au coût amorti	1 049 509					1 049 509
Dettes financières à court terme						0
Autres passifs financiers	33 927					33 927
TOTAL	1 084 727	243	242	485	321	1 086 018

Risque de change

Analyse de sensibilité

Bourse Direct est très peu exposée au risque de change en raison de son très faible positionnement hors France et de la nature de la clientèle du groupe..

Le tableau suivant détaille la sensibilité du Groupe à une variation de 10 % d'une devise de transaction par rapport aux devises fonctionnelles correspondantes. Cette analyse inclut les actifs et passifs monétaires libellés dans une devise autre que la devise fonctionnelle des différentes entités du Groupe et ajuste leur valeur à la fin de la période pour une variation de 10 % du taux de change.

Cette analyse repose sur l'hypothèse que toutes les autres variables demeurent constantes et est effectuée sur la même base que l'année précédente.

Au 31 décembre, une appréciation de 10 % d'une devise de transaction à l'encontre des autres devises fonctionnelles correspondantes aurait augmenté (diminué) le résultat de l'exercice comme suit, sans impact sur les capitaux propres :

31 décembre 2021

en milliers d'euros	USD	GBP	EUR	CHF	Autres	TOTAL
Devises fonctionnelles						
USD						0
GBP						0
EUR	-355	237		623		505
CHF						0
Autres						0
	-355	237	0	623	0	

31 décembre 2020

en milliers d'euros	USD	GBP	EUR	CHF	Autres	TOTAL
Devises fonctionnelles						
USD						0
GBP						0
EUR	498	602		337		1 437
CHF						0
Autres						0
	498	602	0	337	0	

Risque de taux d'intérêts

Profil

Bourse Direct est très peu exposée au risque de taux d'intérêt global.

La Société n'accorde aucun crédit à sa clientèle exception faite pour les opérations de règlement différé des titres acquis par ses clients. Le financement du prêt / emprunt de titres s'effectue sur la base des taux d'intérêt. Le différentiel de taux actuel ne fait pas courir de risques de taux à Bourse Direct. La variation des taux d'intérêt influe sur le niveau de PNB de la Société dans le cadre de la gestion de la trésorerie.

Au 31 décembre, le profil des instruments financiers portant intérêts se présente comme suit :

En milliers d'euros	2 021	2 020
Actifs financiers	13 760	5 000
Passifs financiers	323	1 287
Instruments à taux fixe (net)	13 437	3 713
Actifs financiers	1 065 656	963 561
Passifs financiers		
Instruments à taux variable (net)	1 065 656	963 561
Dont dettes financières à taux variable	1 079 093	967 274

Analyse de sensibilité des flux de trésorerie pour les instruments à taux variables

Les actifs et passifs financiers à taux variables comprennent essentiellement de la trésorerie et équivalents de trésorerie ainsi que des dettes financières. Les dettes financières émises à des taux variables exposent le Groupe aux risques de flux de trésorerie sur taux d'intérêt.

Au 31 décembre, une augmentation de 50 points de base des taux d'intérêts aurait augmenté (diminué) le résultat et les capitaux propres des montants présentés ci-après. Cette analyse repose sur l'hypothèse que toutes les autres variables demeurent constantes et est effectuée sur la même base pour l'année précédente.

31 décembre 2021

En milliers d'euros	Résultat	Capitaux propres
Actifs financiers nets	5 328	-

31 décembre 2020

En milliers d'euros	Résultat	Capitaux propres
Actifs financiers nets	4 818	-

Juste valeur

Le tableau suivant présente la valeur comptable des actifs et passifs financiers ainsi que leur juste valeur selon le niveau hiérarchique suivant :

- Le niveau 1 correspond à un prix coté (non ajusté) sur un marché actif pour un instrument identique.

- Le niveau 2 correspond aux justes valeurs déterminées sur la base d'un modèle d'évaluation utilisant des données directement observables sur un marché (niveau 1) ou à partir de prix observés.
- Le niveau 3 correspond aux justes valeurs déterminées sur la base d'un modèle d'évaluation qui utilise des données qui ne sont pas observables sur le marché.

La juste valeur n'est pas indiquée pour les postes dont la valeur comptable représente une estimation raisonnable de leur juste valeur. Les méthodes pour déterminer les justes valeurs sont décrites dans la section regroupant les principales méthodes comptables.

31 décembre 2021

En milliers d'euros	Valeur comptable	Juste Valeur			Total
		Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net	5 108		5 000	108	5 108
Actifs financiers évalués au coût amorti	1 124 022				0
<i>Créances sur les établissements de crédit</i>	1 088 863				0
<i>Prêts et créances sur la clientèle</i>	35 159				0
Autres actifs et comptes de régularisation	66 962				0
Total actifs financiers	2 320 114	0	5 000	108	5 108
Obligations locatives à Court terme	323				0
Passifs financiers au coût amorti	1 123 875				0
<i>Dettes envers les établissements de crédit</i>	98 363				0
<i>Dettes envers la clientèle</i>	1 125 512				0
Autres passifs et comptes de régularisation	33 042				0
Obligations locatives à Long terme	0				0
Total passifs financiers	2 481 115	0	0	0	0

31 décembre 2020

En milliers d'euros	Valeur comptable	Juste Valeur			Total
		Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net	5			5	5
Actifs financiers évalués au coût amorti	1 017 847				0
<i>Créances sur les établissements de crédit</i>	1 004 688				0
<i>Prêts et créances sur la clientèle</i>	13 159				0
Autres actifs et comptes de régularisation	66 131				0
Total actifs financiers	2 101 830	0	0	5	5
Obligations locatives à Court terme	966				0
Passifs financiers au coût amorti	1 049 509				0
<i>Dettes envers les établissements de crédit</i>	101 213				0
<i>Dettes envers la clientèle</i>	948 296				0
Autres passifs et comptes de régularisation	33 927				0
Obligations locatives à Long terme	321				0
Total passifs financiers	2 134 232	0	0	0	0

25.5 Honoraires des commissaires aux comptes

Les honoraires versés en 2021 et 2020 par la société à ses commissaires aux comptes sont les suivants :

	<i>Ernst & Young Audit</i>				<i>Fidorg Audit</i>			
	Montant (€ HT)		%		Montant (€ HT)		%	
	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020
Audit								
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels & Conso	95 250	82 750	55%	56%	78 000	65 500	45%	44%
Emetteur	95 250	82 750	55%	56%	78 000	65 500	45%	44%
Filiales intégrées globalement								
Autres services	0	0	0%	0%	0	0	0%	0%
Emetteur								
Filiales intégrées globalement								
<i>Sous-total</i>	95 250	82 750	55%	56%	78 000	65 500	45%	44%
Autres prestations rendues par les réseaux								
Juridique, fiscal, social	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres (préciser si > 10 % des honoraires d'audit)	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>Sous-total</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	95 250	82 750	55%	56%	78 000	65 500	45%	44%

26. ETATS DE PASSAGE AU REFERENTIEL IFRS

Les tableaux suivants présentent le passage des comptes individuels de Bourse Direct en normes françaises aux comptes individuels retraités en IFRS puis aux comptes consolidés IFRS après mis en équivalence de la société Easdaq.

01.01.2020

(En milliers d'euros)	01/01/2020						
	Local GAAPs	Retraitements IFRS	TOTAL Liasse IFRS	Ecritures de consolidation	Etats consolidés	Notes	
ACTIF							
Caisse, banques centrales, C.C.P.		0		0		0	
Actifs financiers à la juste valeur par le résultat		0	5	5		5	
Actifs financiers à la juste valeur par les capitaux propres		0		0		0	
Titres au coût amorti		0		0		0	
Comptes de négociation et de règlement	23 058			23 058		23 058	
Autres actifs financiers	145 757	-21		145 736		145 736	
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés, au coût amorti	801 638			801 638		801 638	
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	15 120			15 120	-6	15 114	
Actions propres	1 058	-1 058		0		0	
Actifs d'impôts courants	303			303		303	
Actifs d'impôts différés	0	376		376		376	B
Comptes de régularisation et actifs divers	22 721			22 721		22 721	
Participations dans les sociétés associées et coentreprises	1 196			1 196	-554	642	C
Immobilités corporelles	1 829			1 829		1 829	
Actifs liés au droit d'utilisation	0	2 244		2 244		2 244	A
Immobilités incorporelles	18 688	-13 572		5 116		5 116	
Ecart d'acquisition	0	13 572		13 572		13 572	
TOTAL ACTIF	1 031 368	1 546		1 032 914	-560	1 032 354	

(En milliers d'euros)	01/01/2020					Notes
	Local GAAPs	Retraitements IFRS	TOTAL Liasse IFRS	Ecritures de consolidation	Etats consolidés	
PASSIF						
Passifs financiers à la juste valeur par le résultat	0		0		0	
Dettes représentées par un titre	6 790		6 790		6 790	
Comptes de négociation et de règlement	26 073		26 073		26 073	
Dettes envers les établissements de crédit	130 675		130 675		130 675	
Dettes envers la clientèle	774 655		774 655		774 655	
Dettes locatives	0	2 244	2 244	4	2 248	A
Passifs d'impôts courants	0		0		0	
Passifs d'impôts différés	0		0		0	
Comptes de régularisation et passifs divers	29 578		29 578		29 578	
Provisions	928	612	1 540		1 540	B
TOTAL Passifs	968 699	2 856	971 555	4	971 559	
CAPITAUX PROPRES						
Capital souscrit	13 939		13 939		13 939	
Primes d'émission	23 127		23 127		23 127	
Actions propres	0	-1 074	-1 074		-1 074	
Ecart de conversion	0		0	7	7	
Réserves consolidées	25 603	-236	25 367	-571	24 796	B + C
Total Capitaux Propres - Part du groupe	62 669	-1 310	61 359	-564	60 795	
Participations ne donnant pas le contrôle	0		0		0	
TOTAL CAPITAUX PROPRES	62 669	-1 310	61 359	-564	60 795	
TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIF	1 031 368	1 546	1 032 914	-560	1 032 354	

2020

(En milliers d'euros)	31/12/2020					Notes
	Local GAAPs	Retraitements IFRS	TOTAL Liasse IFRS	Ecritures de consolidation	Etats consolidés	
ACTIF						
Caisse, banques centrales, C.C.P.			0		0	
Actifs financiers à la juste valeur par le résultat			5		5	
Actifs financiers à la juste valeur par les capitaux propres			0		0	
Titres au coût amorti			0		0	
Comptes de négociation et de règlement	14 327		14 327		14 327	
Autres actifs financiers	115 042	-5	115 037		115 037	
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés, au coût amorti	1 004 688		1 004 688		1 004 688	
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	13 159		13 159		13 159	
Actions propres	3 222	-3 222	0		0	
Actifs d'impôts courants			0		0	
Actifs d'impôts différés		443	443		443	B
Comptes de régularisation et actifs divers	15 155		15 155		15 155	
Participations dans les sociétés associées et coentreprises	1 196		1 196	-638	558	C
Immobilisations corporelles	1 928		1 928		1 928	
Actifs liés au droit d'utilisation		1 282	1 282		1 282	A
Immobilisations incorporelles	18 808	-13 572	5 236		5 236	
Ecart d'acquisition		13 572	13 572		13 572	
TOTAL ACTIF	1 187 525	-1 497	1 186 028	-638	1 185 390	

(En milliers d'euros)	31/12/2020					Notes
	Local GAAPs	Retraitements IFRS	TOTAL Liasse IFRS	Ecritures de consolidation	Etats consolidés	
PASSIF						
Passifs financiers à la juste valeur par le résultat			0		0	
Dettes représentées par un titre	5 391		5 391		5 391	
Comptes de négociation et de règlement	26 885		26 885		26 885	
Dettes envers les établissements de crédit	101 213		101 213		101 213	
Dettes envers la clientèle	948 290	6	948 296		948 296	
Dettes locatives		1 282	1 282	5	1 287	A
Passifs d'impôts courants	2 381		2 381		2 381	
Passifs d'impôts différés			0		0	
Comptes de régularisation et passifs divers	33 972		33 972		33 972	
Provisions	1 708	711	2 419		2 419	B
TOTAL Passifs	1 119 840	1 999	1 121 839	5	1 121 844	
CAPITAUX PROPRES						
Capital souscrit	14 064		14 064		14 064	
Primes d'émission	23 002		23 002		23 002	
Actions propres		-3 222	-3 222		-3 222	
Ecart de conversion			0	15	15	
Réserves consolidées	30 619	-274	30 345	-658	29 687	B + C
Total Capitaux Propres - Part du groupe	67 685	-3 496	64 189	-643	63 546	
Participations ne donnant pas le contrôle	0		0		0	
TOTAL CAPITAUX PROPRES	67 685	-3 496	64 189	-643	63 546	
TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIF	1 187 525	-1 497	1 186 028	-638	1 185 390	

(En Milliers d'Euros)	2020					Notes
	Local GAAPs Bourse Direct	Retraitements IFRS Bourse Direct	TOTAL Liasse IFRS Bourse Direct	Ecritures de consolidation	Etats consolidés	
Intérêts et produits assimilés	3 993		3 993		3 993	
Intérêts et charges assimilés	-74	-7	-81		-81	A
Commissions (produits)	39 954		39 954		39 954	
Commissions (charges)	-6 081		-6 081		-6 081	
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	6		6		6	
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres	0		0		0	
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur au coût amorti	0		0		0	
Autres produits d'exploitation bancaire	1 096		1 096		1 096	
Autres charges d'exploitation bancaire	0		0		0	
PRODUIT NET BANCAIRE	38 894	-7	38 887	0	38 887	
Charges générales d'exploitation	-27 495	1 121	-26 374		-26 374	A + B
Amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles	-1 681	-962	-2 643		-2 643	A
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	9 718	152	9 870	0	9 870	
Coût du risque	-40		-40		-40	
RESULTAT D'EXPLOITATION	9 678	152	9 830	0	9 830	
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	0		0	-93	-93	C
Gains ou pertes sur actifs immobilisés	-40		-40		-40	
RESULTAT COURANT AVANT IMPÔTS	9 638	152	9 790	-93	9 697	
Impôts sur les bénéfices	-3 533	23	-3 510		-3 510	B
RESULTAT NET	6 105	175	6 280	-93	6 187	
Participations ne donnant pas le contrôle	0	0	0	0	0	D
Résultat net Part du groupe	6 105	175	6 280	-93	6 187	

en milliers d'euros	2020			Note
	Local GAAPs Bourse Direct	Retraitements IFRS / Ecriture de consolidation Bourse Direct	Etats consolidés	
Résultat de la période comptabilisé au compte de résultat	6 105	82	6 187	B + C + D
Autres éléments du résultat global qui ne peuvent être reclassés ultérieurement au compte de résultat				
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global				
Ecarts actuariels des régimes à prestations définies		-132	-132	B
Total des autres éléments du résultat global qui ne peuvent être reclassés ultérieurement au compte de résultat	0	-132	-132	
Autres éléments du résultat global qui peuvent être reclassés ultérieurement au compte de résultat				
Ajustement à la juste valeur des couvertures de flux de trésorerie - constatés dans la réserve de couverture - transférés au compte de résultat				
Ajustement à la juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente - constatés dans la réserve de réévaluation - transférés au compte de résultat				
Ecarts de conversion		8	8	
Transfert de l'écart de conversion au compte de résultat				
Ecarts de réévaluation				
Autres éléments du résultat global des sociétés associées				
Total des autres éléments du résultat global qui peuvent être reclassés ultérieurement au compte de résultat	0	8	8	
Autres éléments du résultat global, nets d'impôts	0	-124	-124	
Résultat global	6 105	-42	6 063	
Part du Groupe	6 105	-42	6 063	
Intérêts minoritaires	0	0	0	

2021

(En milliers d'euros)

	Local GAAPs Bourse Direct	Retraitements IFRS Bourse Direct	TOTAL Liasse IFRS Bourse Direct	Local GAAPs Ezoé	Retraitements IFRS Ezoé	TOTAL Liasse IFRS Ezoé	TOTAL Liasses	Ecritures de consolidation	Etats consolidés	Notes
ACTIF										
Caisse, banques centrales, C.C.P.	0		0	0		0	0			0
Actifs financiers à la juste valeur par le résultat	5 000	5	5 005	0	103	103	5 108			5 108
Actifs financiers à la juste valeur par les capitaux propres	0		0	0		0	0			0
Titres au coût amorti	0		0	0		0	0			0
Comptes de négociation et de règlement	15 215		15 215	0		0	15 215			15 215
Autres actifs financiers	107 382	-5	107 377	0		0	107 377			107 377
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés, au	1 085 102		1 085 102	3 761		3 761	1 088 863			1 088 863
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	34 391		34 391	768		768	35 159			35 159
Actions propres	3 717	-3 717	0	384	-384	0	0			0
Actifs d'impôts courants	268		268	4		4	272			272
Actifs d'impôts différés	0	541	541	0	34	34	575			575
Comptes de régularisation et actifs divers	66 700		66 700	262		262	66 962			66 962
Participations dans les sociétés associées et coentreprises	10 472		10 472	103	-103	0	10 472	-9 841		631
Inmobilisations corporelles	1 959		1 959	149		149	2 108			2 108
Actifs liés au droit d'utilisation	0	5 167	5 167	0		0	5 167			5 167
Inmobilisations incorporelles	20 447	-13 572	6 875	92		92	6 967	-1 293		5 674
Ecarts d'acquisition		13 572	13 572	0		0	13 572	7 481		21 053
TOTAL ACTIF	1 350 653	1 991	1 352 644	5 523	-350	5 173	1 357 817	-3 653	1 354 164	

(En milliers d'euros)	31/12/2021									
	Local GAAPs Bourse Direct	Retraitements IFRS Bourse Direct	TOTAL Liasse IFRS Bourse Direct	Local GAAPs Exoé	Retraitements IFRS Exoé	TOTAL Liasse IFRS Exoé	TOTAL Liasse	Ecritures de consolidation	Etats consolidés	Notes
PASSIF										
Passifs financiers à la juste valeur par le résultat	0		0	0		0	0		0	
Dettes représentées par un titre	8 005		8 005	0		0	8 005		8 005	
Comptes de négociation et de règlement	14 139		14 139	0		0	14 139		14 139	
Dettes envers les établissements de crédit	98 363		98 363	0		0	98 363		98 363	
Dettes envers la clientèle	1 125 506	6	1 125 512	0		0	1 125 512		1 125 512	
Dettes locatives	0	5 169	5 169	0		0	5 169		5 169	A
Passifs d'impôts courants	0		0	153		153	153		153	
Passifs d'impôts différés	0		0	0		0	0		0	
Comptes de régularisation et passifs divers	31 781		31 781	1 269		1 269	33 050		33 050	
Provisions	1 612	1 052	2 664	0	137	137	2 801		2 801	B
TOTAL Passifs	1 279 406	6 227	1 285 633	1 422	137	1 559	1 287 192	0	1 287 192	
CAPITAUX PROPRES										
Capital souscrit	13 877		13 877	553		553	14 430	-553	13 877	
Primes d'émission	22 117		22 117	158		158	22 275	-158	22 117	
Actions propres	0	-3 717	-3 717	0		0	-3 717		-3 717	
Ecart de conversion	0		0	0		0	0	8	8	
Réserves consolidées	35 253	-519	34 734	3 390	-487	2 903	37 637	-3 673	33 964	B + C
Total Capitaux Propres - Part du groupe	71 247	-4 236	67 011	4 101	-487	3 614	70 625	-4 376	66 249	
Participations ne donnant pas le contrôle	0		0	0		0	0	723	723	
TOTAL CAPITAUX PROPRES	71 247	-4 236	67 011	4 101	-487	3 614	70 625	-3 653	66 972	
TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIF	1 350 653	1 991	1 352 644	5 523	-350	5 173	1 357 817	-3 653	1 354 164	

(En Millions d'Euros)	2021									
	Local GAAPs Bourse Direct	Retraitements IFRS Bourse Direct	TOTAL Liasse IFRS Bourse Direct	Local GAAPs Exoé	Retraitements IFRS Exoé	TOTAL Liasse IFRS Exoé	TOTAL Liasse	Ecritures de consolidation	Etats consolidés	Notes
Intérêts et produits assimilés	3 560		3 560	0		0	3 560		3 560	
Intérêts et charges assimilés	-91	-4	-95	0		0	-95		-95	A
Commissions (produits)	40 459		40 459	0		0	40 459		40 459	
Commissions (charges)	-6 499		-6 499	0		0	-6 499		-6 499	
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	-6		-6	0		0	-6		-6	
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres	0		0	0		0	0		0	
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur au coût amorti	0		0	0		0	0		0	
Autres produits d'exploitation bancaire	2 434		2 434	0		0	2 434		2 434	
Autres charges d'exploitation bancaire	0		0	0		0	0		0	
PRODUIT NET BANCAIRE	39 857	-4	39 853	0	0	0	39 853	0	39 853	
Charges générales d'exploitation	-28 142	902	-27 240	0		0	-27 240		-27 240	A + B
Amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles	-1 629	-962	-2 591	0		0	-2 591		-2 591	A
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	10 086	-64	10 022	0	0	0	10 022	0	10 022	
Coût du risque	-32		-32	0		0	-32		-32	
RESULTAT D'EXPLOITATION	10 054	-64	9 990	0	0	0	9 990	0	9 990	
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	0		0	0		0	0	-89	-89	C
Gains ou pertes sur actifs immobilisés	0		0	0		0	0		0	
RESULTAT COURANT AVANT IMPÔTS	10 054	-64	9 990	0	0	0	9 990	-89	9 901	
Impôts sur les bénéfices	-2 732	-5	-2 737	0		0	-2 737		-2 737	B
RESULTAT NET	7 322	-69	7 253	0	0	0	7 253	-89	7 164	
Participations ne donnant pas le contrôle	0	0	0	0	0	0	0	0	0	D
Résultat net Part du groupe	7 322	-69	7 253	0	0	0	7 253	-89	7 164	

en milliers d'euros	2021			Note
	Local GAAPs Bourse Direct + Exoé	Retraitements IFRS / Ecriture de consolidation	Etats consolidés	
Résultat de la période comptabilisé au compte de résultat	7 322	-158	7 164	B + C + D
Autres éléments du résultat global qui ne peuvent être reclassés ultérieurement au compte de résultat				
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global				
Ecarts actuariels des régimes à prestations définies		-307	-307	B
Total des autres éléments du résultat global qui ne peuvent être reclassés ultérieurement au compte de résultat	0	-307	-307	
Autres éléments du résultat global qui peuvent être reclassés ultérieurement au compte de résultat				
Ajustement à la juste valeur des couvertures de flux de trésorerie				
- constatés dans la réserve de couverture				
- transférés au compte de résultat				
Ajustement à la juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente				
- constatés dans la réserve de réévaluation				
- transférés au compte de résultat				
Ecarts de conversion		-7	-7	
Transfert de l'écart de conversion au compte de résultat				
Ecarts de réévaluation				
Autres éléments du résultat global des sociétés associées				
Total des autres éléments du résultat global qui peuvent être reclassés ultérieurement au compte de résultat	0	-7	-7	
Autres éléments du résultat global, nets d'impôts	0	-314	-314	
Résultat global	7 322	-472	6 850	
Part du Groupe	7 322	-472	6 850	
Intérêts minoritaires	0	0	0	

Note A

Application de la norme IFRS 16 pour les contrats de location dont le terme de la durée est supérieur à un an. Ceux dont le terme est inférieur à 1 an sont comptabilisés comme des contrats de location à court terme, en charges générales d'exploitation. Cf 'Contrats de location – le Groupe comme preneur' en Note 1.

Note B

En normes IFRS, les engagements envers le personnel sont reconnus et calculés selon la norme IAS 19R et génèrent des impacts au bilan sur les rubriques 'Provisions', impôts différés afférents et réserves consolidés, dans le compte de résultat en charges générales d'exploitation, ainsi que dans l'état du résultat global. Cf 'Provisions' en Note 1.

Note C

Remontée de la quote-part de résultat de la société Easdaq N.V. consolidée selon la méthode de la mise en équivalence.

Note D

Part du résultat net attribuée à la part minoritaire de la participation Exoé.

27. PERIMETRE DE CONSOLIDATION

		Entrées de	%	%	Capital	Méthode	
		l'exercice	de contrôle	d'intérêt	en milliers	MEE/IG/IP	
	BOURSE DIRECT		Société consolidante	100,0%	EUR	13 877	Société consolidante
France	Exoé, Paris	*	76,55%	80,00%	EUR	553	IG
Pays-Bas	EASDAQ N.V.		8,34%	8,34%	EUR	154 939	MEE
France	NEFILI	*	31,62%	33,04%	EUR	553	Non Consolidée

La participation dans la société Nefili n'a pas été consolidée dans le groupe Bourse Direct en raison de la sa contribution non significative dans le Groupe sachant que sa valeur comptable représente moins 10 % des capitaux propres consolidés du groupe et que son résultat net contribue pour moins 10 % au résultat net consolidé du groupe.

28. CONSOLIDATION DE BOURSE DIRECT

Au 31 décembre 2021, Bourse Direct établit des comptes consolidés à la suite de l'acquisition d'une participation majoritaire dans la société Exoé. Via sa société mère E-Viel, le groupe Bourse Direct est par ailleurs intégré dans la consolidation des comptes de VIEL & Cie, dont le siège social est situé au 9, Place Vendôme - 75001 Paris, et dont la maison mère est Viel et Compagnie-Finance ; 23 Place Vendôme - 75001 PARIS.

29. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA DATE DE CLÔTURE

Au jour de l'arrêté des comptes, Bourse Direct n'a connu aucun événement significatif depuis la clôture de l'exercice 2021 et n'est pas affecté négativement par le conflit en Ukraine.